

Sortir des groupes extrémistes violents dans le bassin du lac Tchad

Fonteh Akum, Remadji Hoinathy et Malik Samuel



Dans la région particulièrement instable du bassin du lac Tchad, la gestion des anciens combattants et associés de Boko Haram pose des défis stratégiques et politiques complexes aux acteurs locaux, nationaux et régionaux. Afin de définir des approches efficaces en matière de réhabilitation, de réintégration et de réconciliation, il convient de comprendre les raisons qui poussent des individus à quitter les groupes extrémistes violents et les trajectoires qu'ils empruntent. Au-delà de la lutte contre l'extrémisme violent, ces analyses offrent des perspectives en matière de consolidation de la paix et de la stabilité à long terme.

Principales conclusions

- ▶ Les circonstances, les opportunités et les attentes amènent certains à se désengager des groupes extrémistes violents dans le bassin du lac Tchad. Ces dimensions personnelles recoupent des motifs internes et externes aux groupes, ainsi que des motifs structurels.
- ▶ Les hommes et les femmes ne sont pas traités sur un pied d'égalité dans les processus de réhabilitation. L'issue de la réintégration est donc différente pour les ex-associés en fonction de leur sexe. Les différentes raisons de l'engagement des femmes et leurs rôles au sein de Boko Haram ne sont pas suffisamment pris en compte.
- ▶ Les communautés qui soutiennent des initiatives visant à prévenir et contrer l'extrémisme violent devraient être mieux intégrées dans les processus de réhabilitation, de réintégration et de réconciliation.
- ▶ Les initiatives de désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation (DDRRR) qui ont été développées par les gouvernements du bassin du lac Tchad se concentrent sur le niveau national et n'abordent que rarement la dimension régionale de la crise. Étant donné l'enchevêtrement des défis nationaux et régionaux, des approches de DDRRR holistiques, fondées sur la coopération, l'identification des bonnes pratiques, le partage d'expériences et la consolidation des acquis, sont indispensables.
- ▶ Le manque d'investissement dans des approches multidimensionnelles pour vaincre les groupes extrémistes violents compromet la mise en œuvre de solutions holistiques et durables.

Recommandations

- ▶ Des mécanismes standards d'accueil, de tri et de profilage doivent être mis en place pour recevoir les anciens associés de Boko Haram.
- ▶ Des normes et des protocoles régionaux devraient être élaborés pour orienter les processus de démobilisation dans les quatre pays du bassin du lac Tchad. Il conviendra également d'adopter des dispositions légales favorisant l'établissement de tels normes et protocoles.
- ▶ Les réponses militaires doivent prendre en compte la démobilisation dans toutes ses dimensions. Cela doit notamment inclure le respect des droits de l'homme des ex-associés de Boko Haram, en particulier pendant leur détention, avant qu'ils n'accèdent aux programmes de déradicalisation et de réhabilitation.
- ▶ La résilience et la participation des communautés doivent être au centre des efforts de stabilisation dans la région du lac Tchad. Il conviendra aussi d'inclure les communautés à chaque étape du processus de réhabilitation, y compris dans la conception et la mise en œuvre. Il faudra en outre élaborer des politiques spécifiques prenant en compte les femmes et les enfants dans la réhabilitation.
- ▶ La pleine appropriation des processus intégrés de DDRRR par les pays et par la région contribuera à éviter la duplication des efforts et permettra une utilisation plus efficace des ressources.

Introduction

Le désengagement est le processus par lequel des individus mettent fin à leur mobilisation en soutien à un mouvement extrémiste violent¹. Le désengagement² des ex-associés de Boko Haram³ a pour effet de réduire le nombre de membres dans les rangs du groupe extrémiste violent (GEV)⁴. Il ne s'agit pas d'empêcher le recrutement de membres par le GEV.

Dans le bassin du lac Tchad (BLT), le désengagement et la dissociation des extrémistes violents⁵ relèvent d'un processus particulièrement complexe, qui place les choix individuels et collectifs, ainsi que les voies et stratégies de sortie, au centre de multiples processus politiques et programmatiques⁶.

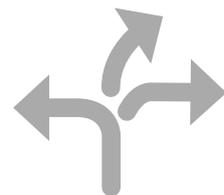
La Stratégie régionale de stabilisation (SRS)⁷ de l'Union africaine et de la Commission du bassin du lac Tchad vise à harmoniser au niveau régional les approches et les normes en matière de désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation (DDR⁸) dans le cadre des différentes approches nationales d'un phénomène régional. Le désengagement donne l'occasion aux pays du BLT de passer des initiatives visant à prévenir et contrer l'extrémisme violent (P/CEV) à des interventions de stabilisation et de consolidation de la paix.

Le désengagement est le processus par lequel des individus mettent fin à leur mobilisation en soutien à un mouvement extrémiste violent tel que Boko Haram

En s'intéressant aux raisons pour lesquelles certaines personnes se désengagent de Boko Haram dans la région du BLT et à la manière dont ce processus se déroule, ce rapport souligne l'importance d'une mise en œuvre efficace du troisième pilier de la SRS dans les quatre pays du BLT.⁹ Quitte Boko Haram est souvent le point de départ d'un parcours incertain et imprévisible allant du désengagement à la réintégration dans la société. Ce rapport souligne également l'importance de bien saisir le contexte, les différentes approches et les priorités de chaque pays avant de passer du désengagement à la P/CEV puis à la consolidation de la paix.

Méthodologie

Les méthodes de recherche sur le terrorisme et l'extrémisme violent mettent en lumière l'importance des récits de vie pour comprendre les parcours qui ont mené des individus à s'engager dans les GEV, puis à en sortir¹⁰. Cette étude est basée sur des entretiens menés avec d'ex-associés de Boko Haram, hommes et femmes, et avec des pairs non-associés au groupe, à partir d'un guide d'entretien visant à recueillir leurs récits de vie. Afin de comprendre la nature, les schémas et les défis que posent le désengagement dans le BLT, y compris sur le plan programmatique, des entretiens ont également été menés avec des acteurs communautaires



QUITTER BOKO HARAM
EST UN PARCOURS
INCERTAIN ET IMPRÉVISIBLE

et avec diverses parties prenantes responsables de l'élaboration des politiques et des programmes relatifs aux ex-associés de Boko Haram.

Pendant 15 mois, à partir de mars 2019, une équipe de recherche forte de 11 membres a collecté des données primaires auprès d'ex-associés de Boko Haram au Cameroun, au Niger, au Nigeria et au Tchad (Carte 1). Le choix des sites de recherche était fondé sur des considérations de sécurité et d'accessibilité établies en cartographiant les attaques ayant eu lieu dans la région. Cela a entraîné des ajustements continus des plans, car la situation sécuritaire dans la région évoluait constamment. L'équipe de recherche a accordé la priorité aux zones connues pour le recrutement et l'enlèvement d'individus par des GEV et à celles où se rassemblait un grand nombre d'ex-associés. Il s'agissait notamment des communautés et des sites où se retrouvaient des personnes déplacées internes (PDI) et les sites de réhabilitation situés dans les pays du BLT.

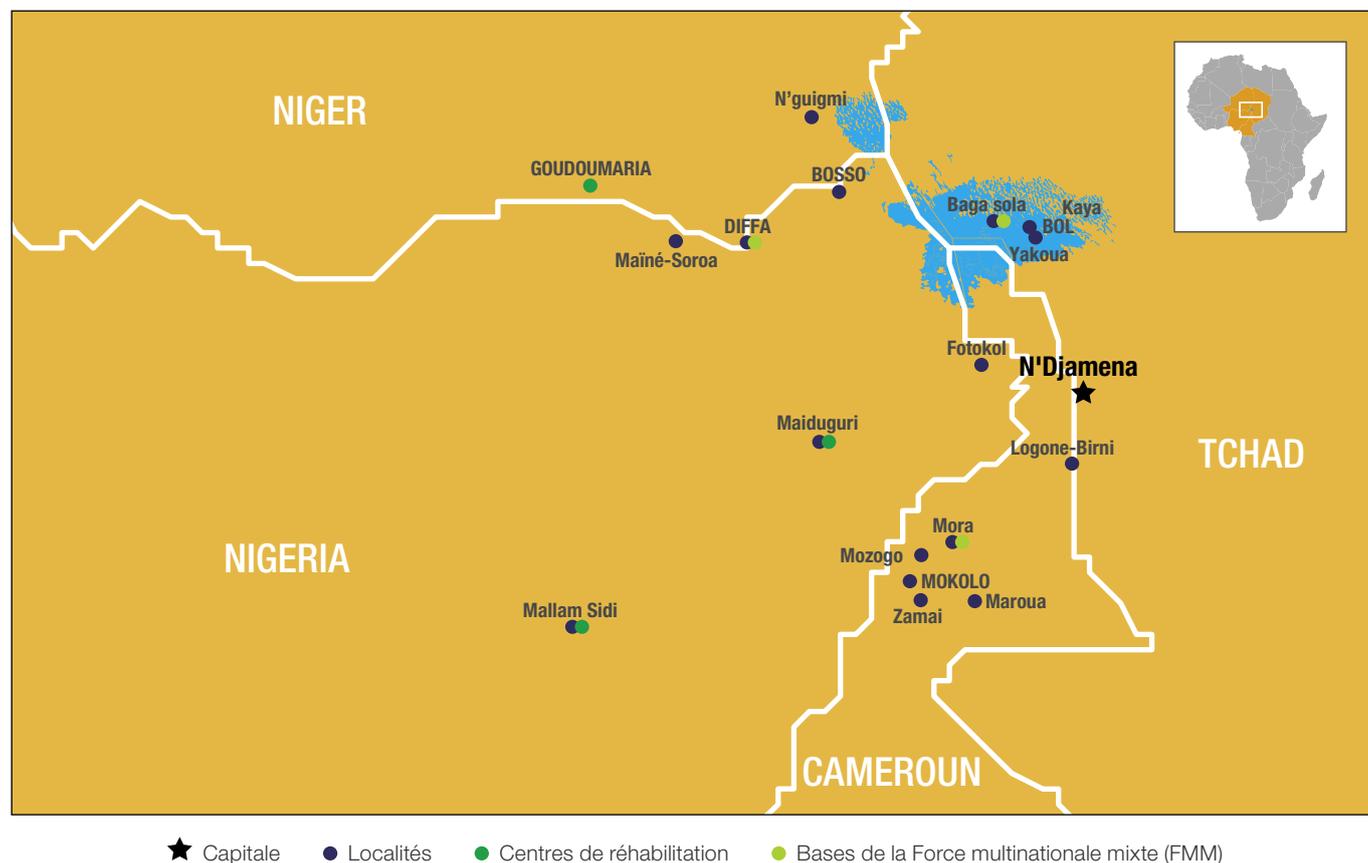
En négociant l'accès et en établissant des rapports de confiance à différents niveaux, l'équipe de recherche a

réussi à s'adapter aux spécificités d'une région qui se caractérise par des approches et des priorités différentes en matière de désengagement.

Les entretiens avec d'ex-associés de Boko Haram ont été facilités par l'Opération « Safe Corridor » (OPSC)¹¹ dans l'État de Gombe, au Nigeria, et au Centre d'accueil¹² de Goudoumaria¹³, dans la région de Diffa, au Niger. Au Tchad, de nombreux entretiens ont été menés dans des cadres communautaires, étant donné l'absence de lieu de réhabilitation. Au Cameroun¹⁴, l'équipe de recherche a pu accéder aux ex-associés de Boko Haram dans les locaux de la section camerounaise de la Force multinationale mixte à Mora, où ils attendaient qu'un site de réhabilitation soit mis en place, ainsi que dans des camps de personnes déplacées internes et au sein des communautés.

Le suivi des incidents de sécurité dans le BLT et la collecte de données secondaires par le biais d'une revue de la littérature scientifique existante et de la documentation juridico-administrative ont permis de compléter les processus de collecte de données

Carte 1 : Sites de recherche



primaires. Outre les entretiens formels, des réunions et des visites consultatives ont permis de rencontrer des représentants des gouvernements, des organisations communautaires, des organisations de la société civile (OSC), des organisations non gouvernementales (ONG) et des partenaires internationaux.

Les limites méthodologiques de l'étude ont imposé une certaine prudence dans l'interprétation des données¹⁵. L'équipe de recherche a travaillé de manière collaborative afin d'éviter les défis liés à l'échantillonnage raisonné lors des recherches menées dans des zones où l'insécurité et les opérations militaires sont permanentes. Après avoir obtenu les autorisations administratives permettant d'accéder à ces zones, l'équipe s'est concentrée sur l'identification d'ex-associés de Boko Haram disposés à participer au projet. La peur, l'incertitude et la stigmatisation étaient omniprésentes dans le cadre de vie des ex-associés et il n'a pas été possible de déterminer dans quelle mesure cela a pu influencer leurs récits personnels.

Pour atteindre les objectifs de l'étude, l'équipe de recherche a identifié quatre grandes catégories d'interlocuteurs, comme indiqué dans le Tableau 1.

Comprendre le désengagement

Le groupe terroriste Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati wal-Jihad (JAS), mieux connu sous le nom de Boko Haram, est né au Nigeria en 2002, puis s'est tourné vers l'action violente en 2009 avant de prêter allégeance à l'État islamique en Irak et en Syrie (l'EI) en mars 2015¹⁶. L'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) s'est intégré au sein d'une franchise terroriste mondiale avec des ramifications allant bien au-delà de ses sanctuaires régionalisés du BLT. À la suite d'une scission du groupe en août 2016, l'EI a reconnu la faction Abu-Musab Al-Barnawi, par opposition à la faction JAS dirigée par Abubakar Shekau. En 2020, les incidents liés aux groupes extrémistes violents dans le BLT auraient déjà causé la mort de plus de 40 000 personnes¹⁷ et le déplacement de 2,5 millions de personnes¹⁸.

Boko Haram s'est largement adapté aux réponses régionales essentiellement sécuritaires déployées par la Force multinationale mixte (FMM)¹⁹. Cependant, depuis le déploiement effectif de la FMM à la suite de son autorisation par l'Union africaine en 2015 et la scission du JAS en 2016, les États du BLT sont confrontés au désengagement d'ex-associés de Boko Haram²⁰.

Tableau 1 : Interlocuteurs de la recherche

Catégorie	Identité	Sites
1	Ex-associés de Boko Haram	Villages et communautés d'accueil Camps de personnes déplacées internes Centres de réhabilitation Camps militaires en attente de réhabilitation Prison (Niger uniquement)
2	Parents, proches et pairs des ex-associés de Boko Haram, c.-à-d. les épouses, frères, cousins, proches et membres de leur entourage	Villes Villages Camps de personnes déplacées internes
3	Pairs ayant résisté au recrutement par Boko Haram	Villages Communautés d'accueil Camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays
4	C4a – Autorités territoriales et administratives	Sous-préfet, autorités judiciaires, gendarmes, autorités militaires, Comité national pour le DDR, autorités traditionnelles des communautés d'accueil, comités de vigilance et comités de développement
	C4b – Acteurs humanitaires, organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales, et acteurs locaux	Exemples : Action locale pour un développement participatif et autogéré, Association de lutte contre les violences faites aux femmes, Association pour le développement économique et social du Lac

Cette situation crée des impératifs politiques et programmatiques visant à promouvoir le désengagement dans le but de contrer l'extrémisme violent et de consolider la paix.

Au Cameroun, le désengagement a officiellement débuté en 2016 et compte 584 redditions à ce jour. Parmi ces anciens associés, 155 ont été détenus dans les locaux de la FMM à Mora²¹, avant d'être conduits au centre de transfert de Meri. Trois anciens associés se sont enfuis du centre et deux autres ont été traduits en justice pour les crimes qu'ils avaient commis.

Parmi les ex-engagés accueillis au camp de la FMM, certains ont déserté avec leurs épouses (53) et leurs enfants (111), qui ont été installés dans les communautés environnantes. Après un filtrage initial effectué par les autorités administratives et de sécurité, les ex-associés ont été libérés et relâchés dans la communauté ou transférés au centre de Meri. Les personnes libérées ont été réparties entre les camps de personnes déplacées internes de Zamaï et de Mozogo, ainsi que dans des villages relativement sécurisés tels que Oupi, Madoussa, Gabas, Mabas, Koza et Zamaï.

Pour les ex-associés arrivés au centre de transfert de Meri, le processus de réhabilitation venait de commencer. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) soutient le gouvernement camerounais dans le développement d'outils et de processus de sélection qui doivent encore être validés par le gouvernement.

Cette première étape importante a permis à l'OIM de susciter l'intérêt d'autres partenaires techniques et financiers pour le processus.

Le désengagement au Nigeria a débuté dès 2015, avec un chiffre officiel de plus de 1 000 ex-associés désengagés à ce jour. Depuis sa création en 2016, l'OPSC a reçu environ 893 personnes, dont 881 ont déjà achevé le processus. Le programme a diplômé son dernier lot de 601 anciens associés le 25 juillet 2020. Ce lot comprenait 14 ressortissants étrangers : huit Camerounais, cinq Tchadiens et un Nigérien.

Dans l'État de Borno, le gouvernement gère le centre de réhabilitation de Bulumkutu pour les femmes et les enfants. Celui-ci est supervisé par le ministère des Affaires féminines et du développement social de

cet État, avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres ONG. Il a été créé pour accueillir les femmes et les enfants libérés de la détention militaire ou évacués lors d'opérations militaires. À l'issue d'une période de réhabilitation qui dure de un à trois mois, femmes et enfants sont remis en liberté dans la société.

Au Niger, la reddition de membres de Boko Haram a commencé en 2016 dans la région de Diffa et a été suivie par une offre d'amnistie et de réinsertion dans les communautés de la part du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique en décembre 2016²². Sur les 243 ex-associés qui ont participé au programme de réhabilitation à Goudoumaria, 125 ont obtenu leur certificat du centre le 7 décembre 2019 pour rentrer dans leurs communautés respectives. Entre temps, environ 1 300 ex-associés ont été arrêtés par les forces de sécurité et auraient été jugés puis placés en détention²³.

Le nombre précis d'ex-associés de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad reste difficile à déterminer

Au Tchad, les désengagements ont commencé début 2016 et environ 2 200 personnes ont déserté à ce jour²⁴. Cependant, une étude récente fait état de 4 142 anciens associés de Boko Haram dans la province du Lac²⁵. Cet écart montre la difficulté à obtenir des chiffres officiels à jour.

Désengagement : appellations locales et chiffres fluctuants

Les nombreux termes utilisés dans les contextes nationaux pour désigner les ex-associés de Boko Haram, tels que « repentis », « rendus » ou « retournés », ne rendent pas compte de la complexité de leur parcours individuel. Ce groupe hétérogène comprend d'anciens combattants et agents d'appui au combat, des otages, des travailleurs forcés et des habitants de territoires précédemment occupés par Boko Haram. Les récits de vie montrent également l'évolution des rôles qu'ils ont assumés au sein du groupe. Alors que le triage permet aux autorités de mettre en place des mécanismes de poursuite et

de réhabilitation, la terminologie utilisée influence le processus de réintégration. Ainsi, certains peuvent assumer le rôle qui a été le leur au sein de Boko Haram alors que d'autres se sentent stigmatisés.

Bien que les chiffres soient cruciaux pour dimensionner les interventions en matière de DDR, les données précises sur les anciens associés de Boko Haram dans le BLT demeurent évasives. Ceci est dû en grande partie au manque de clarté dans la catégorisation et à l'évolution des dynamiques dans chaque contexte. Le Cameroun a signalé environ 584 désengagés²⁶, le Tchad 2 200²⁷, le Niger 243²⁸ et le Nigeria²⁹ au moins 1 200 personnes³⁰ à différents stades de réhabilitation et de réintégration.

Toutefois, ces chiffres ne prennent pas en compte les personnes ayant échappé aux processus de triage en raison de l'absence de programmes de DDR au Tchad et au Cameroun. Ils ne prennent pas non plus en compte les 1 300 personnes au Niger qui ont été emprisonnées après l'étape du triage.

Des chiffres exacts contribuerait à mieux évaluer l'impact régional possible des vagues de désengagement sur les effectifs de Boko Haram

Il est difficile d'obtenir des statistiques précises lorsque l'autorité administrative est limitée et que les individus tentent de rejoindre directement leur communauté³¹, échappant ainsi aux décomptes officiels. Les différents niveaux d'insécurité et d'instabilité dans le BLT compliquent encore le triage des individus pour déterminer leur niveau de risque, d'implication et de criminalité, ce qui entraîne des répercussions sur le traitement de chacun d'entre eux. Le triage et le traitement sont des conditions sine qua non pour une programmation multidimensionnelle efficace du DDR.

Outre l'absence de statistiques fiables, les interventions et les processus de désengagement de Boko Haram se déroulent dans un contexte marqué par une violence persistante. En l'absence d'accord de paix, les communautés locales continuent d'être à la fois victimes et sympathisantes de Boko Haram.

Se doter de chiffres exacts contribuerait à mieux évaluer l'impact régional possible des vagues de désengagement sur les effectifs de Boko Haram. Si l'adoption de termes locaux est utile, il serait plus utile de définir des catégories standardisées pour concevoir des parcours de réhabilitation et de réinsertion. La décision de se désengager est le résultat d'un processus complexe qui repose sur de nombreuses considérations³², d'où la nécessité, en plus des statistiques, de s'intéresser aux récits de vie personnelle.

Pourquoi se désengager de Boko Haram ?

Les données empiriques indiquent que le désengagement relève à la fois de logiques personnelles et d'un ensemble de dynamiques plus larges. Les raisons du désengagement sont souvent liées entre elles et forment un réseau de motivations qui conduisent à se désengager. Les récits de vie individuels démontrent que le désengagement est le fruit d'un mélange de circonstances, de choix, d'opportunités et d'attentes souvent mûries au fil du temps. Cependant, le désengagement dépend également des attentes en matière de réhabilitation, de pardon (accordé ou non) et de réintégration. Les logiques de désengagement sont en outre souvent liées aux logiques d'engagement.

Les individus se désengagent de Boko Haram pour de nombreuses raisons, mais trois d'entre elles ont été prises en compte dans ce rapport :

- La désillusion : les personnes qui ont rejoint Boko Haram en raison de promesses d'ascension socioéconomique, de justice ou de protection ont rapidement été déçues par les conditions difficiles au sein du groupe, qui dispose de ses propres normes et hiérarchies sociales.
- La dissonance des objectifs : l'expérience a montré à certains ex-associés que le fait de servir le groupe ne correspondait pas toujours à leurs projets d'avenir. Il leur a été demandé de prioriser les objectifs et le programme du groupe ou de leurs chefs en les plaçant au-dessus de leurs intérêts propres. Ils disposaient donc de très peu de temps et de liberté pour leurs projets personnels et finissaient souvent par travailler ou se battre pour le groupe sans aucune possibilité de réaliser leurs projets économiques.

J'ai quitté le groupe parce que j'ai finalement pris conscience des atrocités et des crimes [commis par le groupe]. Ils utilisent la religion pour parvenir à leurs fins. J'ai beaucoup regretté d'avoir rejoint le groupe.

Homme, 18–24 ans, Centre de Goudoumaria, Niger, décembre 2019

Je me suis senti très mal. Je n'y suis pas allé de mon plein gré. J'ai été dupé et ce que j'y ai vu n'était pas bien. On m'a dit que si j'essayais de m'enfuir, ils iraient tuer mes parents et c'est pourquoi je suis resté avec eux.

Homme, 18–24 ans, Mora, Mayo Sava, Cameroun, décembre 2019

Tout ce que le groupe fait est contraire à la religion musulmane. Meurtres, enlèvements, viols, agressions, etc. sont des actes que la religion condamne.

Homme, 18–24 ans, Centre de Goudoumaria, Niger, décembre 2019

J'avais envisagé de fuir après avoir compris que ce que nous faisons était mal et contraire à la religion, mais c'est quand j'ai vu les tracts tomber du ciel, encourageant les gens à quitter Boko Haram en échange de l'amnistie que j'ai finalement décidé de partir.

Homme, 24 ans, Gombe, Nigeria, février 2020

C'est la décapitation d'êtres humains comme moi que je n'aimais pas. C'est pour cela que je me suis enfui. Ce sont les autres qui égorgaient les gens et j'en ai souvent été témoin. Je n'aimais pas du tout ça.

Homme, 18–24 ans, Koussiri, Province du Lac, Tchad, novembre 2019

J'avais constamment peur de mourir. Un jour, ils nous ont enfermés dans une prison pendant trois jours sans eau ni nourriture parce qu'ils pensaient que nous ne voulions pas faire ce qu'ils attendaient de nous.

Homme, ex-otage, 24 ans, Mokolo, Mayo Tsanaga, Cameroun, octobre 2019

J'étais interprète en langue kotoko et j'ai facilité la mise en œuvre des instructions de Boko Haram au sein des groupes d'otages. Je n'étais pas payée car ils disaient que le travail que nous faisons était pour Dieu. Les conditions de vie sont devenues difficiles. Nous n'étions plus traités comme avant. Un jour, au milieu de la nuit, j'étais avec mes quatre enfants et deux autres personnes, un combattant et une femme. Nous avons décidé de nous enfuir quand les autres iraient se battre. C'était très dangereux de s'enfuir parce que si nous étions pris, cela signifiait automatiquement la mort. Mon mari était resté avec eux, il nous a demandé de partir et il devait nous rejoindre. Jusqu'à présent, il ne nous a pas rejoints, cela nous inquiète. Nous ne savons pas s'il est encore en vie.

Femme, 35–44 ans, Makary, Logone et Chari, Cameroun, novembre 2019

- Le manque de cohérence entre les messages et les pratiques internes des GEV : la contradiction entre les messages de recrutement empreints de références religieuses et les pratiques du groupe contraires à la religion était fréquente. Pour ceux et celles qui s'étaient associés en raison de leur attrait religieux ou idéologique, découvrir que les considérations matérielles l'emportaient souvent sur les questions religieuses au sein du groupe était déconcertant.

Cette situation était amplifiée par le fait que les messages de recrutement de Boko Haram en lien avec la religion finissaient par contraster avec les pratiques quotidiennes, notamment eu égard à la cruauté témoignée envers les autres musulmans et les civils (en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées). D'aucuns trouvaient également cette violence indiscriminée contraire aux principes de l'islam. Dans certains cas, c'est la planification d'attaques contre leurs propres villages et familles qui, bien que stratégiquement et opérationnellement importante pour Boko Haram, ont fait fuir certaines personnes.

Ce sont souvent des facteurs interpersonnels qui incitent les combattants à quitter les rangs des groupes extrémistes violents. Le maintien du contact avec les proches est une arme à double tranchant car ces contacts sont importants aussi bien pour les stratégies de recrutement du groupe qu'en termes de reddition. Certains des ex-associés ont par exemple fini par céder aux pressions de leurs parents, amis ou épouses qui étaient restés dans leur village.

Je me sentais très mal, je pensais tout le temps à ma famille, à mes parents, à mes frères, au village. Je voyais aussi que ce qu'ils faisaient était très mal.

Homme, 24 ans, Mora, Mayo Sava, Cameroun, décembre 2019

En raison de mon rôle, j'étais régulièrement en contact avec des personnes âgées qui me conseillaient de quitter Boko Haram. Je pensais qu'elles disaient cela uniquement parce qu'elles étaient en colère contre moi ou qu'elles ne voulaient pas mon bien. Malgré la façon dont je les traitais, en les privant de leurs biens, elles n'ont jamais cessé de me conseiller. Au début, je ne voulais pas en entendre parler, mais avec le temps j'ai commencé à réfléchir à ce qu'ils disaient et j'ai envisagé de quitter le groupe.

Homme, 19 ans, camp de PDI de Bakassi, Maiduguri, Nigeria, décembre 2019

Nous avons appelé des proches, qui étaient déjà repentis, pour obtenir des informations. Ils nous ont rassurés en nous disant qu'il n'y aurait pas de problème si nous rentrions, le gouvernement nous accueillerait.

Femme, 35-44 ans, Bol, Province du Lac, Tchad, septembre 2019

Je me suis enfuie avec mon enfant parce que je n'allais pas bien. Sinon, je serais restée avec mon mari et mes enfants. Nous n'avions même pas assez à manger, nous avions tout le temps peur.

Femme, 18–24 ans, Kalakachi, Mozogo, Cameroun, novembre 2019

J'ai quitté le groupe pour plusieurs raisons : le manque de liberté, le manque de nourriture en qualité et en quantité suffisantes et diverses formes d'abus.

Homme, 18–24 ans, Centre de Goudoumaria, Niger, décembre 2019

Avec le temps, il devenait difficile de survivre. Nous n'étions pas autorisés à sortir, ce qui signifie que nous ne pouvions pas obtenir de condiments pour cuisiner, nous ne pouvions pas moulinier notre grain. Nous ne mangions pas ce que nous voulions mais uniquement pour rester en vie.

Homme, 56 ans, camp de PDI de Bakassi, Maiduguri, Nigeria, août 2019

Boko Haram est plein d'incertitudes. Quand vous y êtes, un jour, ils peuvent vous demander de vous battre pour eux, mais si vous refusez, ils vous tuent. Et puis, il n'y a pas assez de bonne nourriture là-bas. Vous devez avoir leur autorisation pour faire le moindre pas. Alors qu'ici, on peut vaquer à ses occupations en toute liberté.

Homme, 35–44 ans, Bol, Province du Lac, Tchad, novembre 2019

Le désengagement est en outre influencé par les conditions au sein de Boko Haram, les dynamiques internes aux groupes extrémistes violents et les circonstances extérieures. Les conditions au sein de Boko Haram se sont progressivement détériorées à partir de 2013-2014, à mesure que les opérations militaires s'intensifiaient. Cette détérioration a pris plusieurs formes : la pénurie ou la rareté chronique de nourriture ; le contrôle très strict exercé sur les membres,

en particulier sur ceux qui ont été recrutés de force, et les châtiments corporels en cas de suspicion de mauvaise conduite ; la privation et l'absence de biens de base (vêtements, literie, etc.) ; et, une charge de travail excessive au profit du groupe sans accès aux fruits de son travail.

La scission au sein du groupe, bien qu'elle ait fourni aux recrues potentielles de multiples motifs pour s'engager, a conduit à des combats entre factions et à des

La scission de Boko Haram m'a fait douter des motivations de nos chefs. Je sentais qu'ils étaient égoïstes et qu'ils ne s'intéressaient pas à l'œuvre de Dieu. J'ai donc décidé de partir.

Homme, 25 ans, Gombe, Nigeria, février 2020

Boko Haram s'est scindé en deux groupes : l'un dirigé par Mamman Nur et l'autre par Shekau. Après cette scission, sept marabouts de la province du Lac ont été abattus par balle par les partisans de Shekau parce qu'ils avaient décidé de suivre Al Barnawi. Ensuite, tous les ressortissants de la province du Lac se sont enfuis au Cameroun avant de venir à Fitinè, Koufoua et Baga Sola.

Homme, 35-44 ans, Bol, Province du Lac, Tchad, septembre 2019

règlements de comptes. Cette situation a aggravé l'insécurité et a été une source de déception supplémentaire pour certains combattants.

L'insécurité et l'incertitude permanentes – tant au sein du groupe qu'à la suite des offensives militaires – ont également favorisé les redditions. Les combats incessants, les contre-attaques et les luttes intestines rendent la vie difficile dans certains camps de Boko Haram. Les deux factions semblent également avoir mis en place des capacités de surveillance et de renseignement interne pour empêcher le désengagement.

L'insécurité et l'incertitude permanentes, au sein du groupe et suite aux offensives militaires, ont également favorisé les redditions

Les frappes aériennes ont accentué l'incertitude et ont contribué au désengagement. La constante peur d'être tué a poussé certaines personnes à se rendre, y compris parmi celles qui s'étaient engagées volontairement au sein de Boko Haram. En interne, les violences physiques régulières et les exécutions sommaires de certains éléments jugés problématiques par Boko Haram, en particulier les déserteurs repris, a contribué à cette peur permanente.

Il y a trop de souffrance là-bas et ils observent les mouvements de tout le monde. Si vous essayez de vous échapper et qu'ils le découvrent, ils vous tranchent la gorge sur-le-champ.

Homme, 52 ans, camp d'anciens otages, Mokolo, Mayo Tsanaga, Cameroun, octobre 2019

J'ai été obligé de rester dans le groupe. Ils m'auraient tué dès l'instant où j'aurais essayé de partir. Mon petit frère est mort en essayant de s'enfuir. Il n'y a pas de solidarité ni de tolérance. Le risque, c'est la mort. Ils traquent tous ceux qui s'échappent pour les tuer.

Homme, 25–34 ans, Centre de Goudoumaria, Niger, décembre 2019

Chez Boko Haram, je ne me sentais pas bien. Je vivais dans une insécurité totale. Dès que quelqu'un enfreint une règle, il est exécuté. Dès que tu fais un mouvement, tu dois les en informer pour qu'ils te donnent l'autorisation. Si tu ne le fais pas, tu es exécuté. Par exemple, si tu veux te rendre sur tel marché, tu dois les en informer. Et là où tu te rends, il y a aussi des gens qui les informent de ton arrivée.

Homme ex-associé, 35–44 ans, Bol, Province du Lac, Tchad, novembre 2019



LA SCISSION DE
BOKO HARAM A PROVOQUÉ
DES LUTTES INTESTINES ET
DE L'INSÉCURITÉ

Les activités de sensibilisation, les appels à la désertion et les promesses d'amnistie lancés par les différents États ont été capitaux dans la prise de décision qui mène à la reddition. L'appel lancé par le ministre de l'Intérieur du Niger et par le gouverneur de la région de Diffa, par exemple, a été largement entendu. L'État nigérien a également distribué des tracts lâchés par des avions survolant les camps de Boko Haram pour inciter à la désertion. Des associations, des radios communautaires et des contacts directs avec les parents ont également contribué à relayer et à renforcer ces messages. Les travaux de recherche qui examinent les raisons pour lesquelles les personnes associées se désengagent des mouvements armés mettent en lumière des dimensions négatives des GEV qui peuvent être utilisées dans les stratégies de communication dissuasives³³.

Un jour, j'ai entendu à la radio que le gouvernement nous demandait de rentrer chez nous, qu'il n'allait pas nous tuer, que si nous rendions les armes et que si on parvenait au Cameroun, au Tchad ou au Niger, si nous revenions, ils ne nous feraient rien.

Homme, 18–24 ans, Mora, Mayo Sava, Cameroun, décembre 2019

Un jour, il y a eu des tracts qui sont tombés d'un avion, dans notre village. Dessus, il y avait des messages encourageant les gens à partir et à se rendre, leur disant qu'on ne leur ferait pas de mal. Nous avons des gens dans le village qui savaient lire et qui nous ont lu les tracts. Cela nous a rendus plus déterminés à partir.

Homme, 25 ans, Gombe, Nigeria, février 2020

Une fois, nous sommes venus attaquer autour de Kaiga et j'en ai profité pour appeler un de mes frères qui est soldat. Il m'a convaincu de rentrer au village parce que là où je suis, avec Boko Haram, c'est dangereux. C'est lui qui m'a fait prendre conscience des dangers d'être avec Boko Haram.

Homme, 25 ans, Gombe, Nigeria, février 2020

IL Y A

3

TYPES D'EX-ASSOCIÉS :
LES VOLONTAIRES,
LES INVOLONTAIRES ET
LES LIBÉRÉS

L'envie de quitter Boko Haram ne constitue qu'une première étape. La suivante consiste à trouver le moyen de quitter le groupe. Les récits de vie des anciens combattants illustrent les chemins parfois sinueux qu'ils ont dû emprunter.

Comment quitter Boko Haram ?

Il existe trois grandes catégories d'ex-associés : ceux qui ont quitté Boko Haram volontairement, ceux qui l'ont quitté involontairement, et ceux qui ont été libérés. Habituellement, les ex-associés qui se sont volontairement

désengagés planifient leur sortie du groupe malgré les risques d'être tué ou blessé. Les ex-associés libérés sont des personnes qui ont été contraintes à travailler dans les champs ou à servir de boucliers humains pour Boko Haram pendant les opérations militaires et qui ont été abandonnées par le groupe lorsque celui-ci battait en retraite. Les ex-associés involontaires sont ceux qui avaient volontairement rejoint Boko Haram et se sont rendus aux forces de défense et de sécurité.

Sur la base des entretiens et des zones où ont été menés les entretiens avec les ex-associés de Boko Haram, on constate que les trajectoires de sortie du groupe sont largement déterminées par les stratégies individuelles, les opportunités et les espoirs placés dans les processus de réhabilitation. Les individus ont également choisi des parcours qui les ont amenés à négocier leur retour dans leur communauté d'origine mais se sont également basés sur des parcours prévus pour la réhabilitation et la réintégration, même lorsque cela supposait de faire acte de reddition dans un pays voisin.

Les trajectoires et les modalités de sortie de Boko Haram sont différentes selon les pays. Les régions nigériennes et nigériennes du lac Tchad à la frontière du Tchad et du Cameroun, ainsi que les zones autour de Sambisa se sont révélées être les zones où la plupart des ex-combattants ont été localisés, pas nécessairement dans les mêmes camps mais souvent avec des déplacements dans la zone en raison des attaques et du harcèlement militaires.

Itinéraires géographiques pour quitter Boko Haram

Les itinéraires menant à l'engagement au sein de Boko Haram et ceux menant au désengagement mettent en évidence la vulnérabilité des déserteurs et l'incertitude du désengagement. L'identification de leurs points de retour dans les communautés offre la possibilité de renforcer les capacités d'accueil de ces lieux et d'éviter qu'ils ne fassent l'objet d'attaques ciblées. Compte tenu de la mobilité et de la capacité d'adaptation de Boko Haram, il est nécessaire de suivre en temps réel les nouvelles

Carte 2 : Itinéraires géographiques de sortie de Boko Haram



routes empruntées par les déserteurs pour éviter d'être interceptés par le groupe.

Au Cameroun, les anciens otages de Zamai, emmenés en masse dans les camps de Boko Haram, ont été détenus à Tchegnegne au Nigeria ; ceux de Mora ont été principalement détenus à Gahabouya, Kumche et Sambisa, zones situées à la frontière immédiate avec le Cameroun. Les itinéraires les plus utilisés passaient par Tchegnegne, Modogoa, Gousdavriket-Moskota Barrage, Golodjé, Vouzi, Moskota et ensuite Mozogo.

Les départs étaient généralement organisés en groupes. Les occasions de quitter Boko Haram se présentaient lorsque les membres partaient au combat, à la tombée de la nuit, lors des offensives de l'armée provoquant le chaos, et pendant les tâches quotidiennes nécessitant des déplacements, ce qui était particulièrement le cas pour les bergers et les commerçants.

Au Nigeria, jusqu'à mi-2013, les combattants de Boko Haram étaient bien visibles au centre de Maiduguri, la capitale de l'État de Borno. Chassé de la ville, le groupe s'est répandu dans des villes plus petites et des villages, avec Sambisa comme base. À son apogée en 2014, Boko Haram contrôlait une zone de la taille de la Belgique³⁴ dans le nord-est du Nigeria, s'étendant sur les États de Borno, de Yobe et d'Adamawa.

Cette zone couvre les collectivités locales de Gwoza, Bama, Dikwa, Kukawa, Monguno, Madagali, Mafa, Marte, Kaga, Konduga, Mobbar, Gamboru-Ngala, Kala-Balge, Abadam, Gujba et Michika, qui étaient toutes sous son contrôle. La plupart des personnes interrogées pour ce rapport sont originaires de petites villes et de villages relevant de ces collectivités locales. La reprise de ces zones à Boko Haram en 2015 était une occasion de libérer des otages, d'arrêter des combattants et d'encourager la désertion des membres du groupe.

Au Niger, c'est dans la région de Diffa que le groupe a réalisé le plus de recrutement. Les localités de Diffa, Chetimari, Gueskerou, Mainé-Soroa et Bosso ont été les plus touchées. Les villages frontaliers, tels que Leila Karé, Toumbo-Bokoia et Bokoia ont parfois accueilli des camps itinérants composés de membres nigériens de Boko Haram. Situés à la frontière avec le Nigeria, non loin du Tchad, ces villages sont les mêmes que ceux par lesquels passaient des Tchadiens.

La ville de Toumour, à 75 km au nord-est de Diffa, a été la porte d'entrée des déserteurs nigériens conduits au centre de transit de Diffa puis au centre de réhabilitation de Goudoumaria, à 193 km de Diffa. Au Niger, la désertion suivait les mêmes méthodes que dans les autres pays : soigneusement préparée, souvent en groupe, et à un moment opportun comme la nuit ou l'aube, au moment de la prière, lors des attaques ou des tâches de production.

Les ex-associés tchadiens de Boko Haram étaient principalement basés dans les régions de Tumbo Djini, Bokoa, Leila Karé (au Niger), Tumbun Jaki et Sambisa (au Nigeria). Beaucoup d'entre eux sont passés par plusieurs endroits et très peu ont atteint les camps de Boko Haram dans la forêt de Sambisa. Les villes frontalières de Kaiga Kindjiria et Tchoukoutalia constituaient les portes du retour. À partir de Kaiga Kindjiria, ils ont ensuite été emmenés soit directement à Ngouboua, soit d'abord à Tchoukoutalia puis à Ngouboua, et ensuite à Baga Sola. Cette dernière localité servait de point de triage des ex-associés avant leur retour dans leur village d'origine, dans des camps de déplacés internes ou en prison.

Étant donnée la mobilité de Boko Haram, les nouveaux itinéraires empruntés par les déserteurs doivent faire l'objet d'un suivi constant

Le départ de Boko Haram se faisait plus ou moins toujours en groupe, au moins en famille. Bien que tous les départs aient été soigneusement planifiés, il était primordial d'attendre le moment opportun pour partir. En effet, le sort cruel réservé aux déserteurs repris imposait une grande prudence. C'est pourquoi les départs avaient souvent lieu la nuit, lorsque les combattants de Boko Haram étaient au combat et que l'armée menait des offensives contre le groupe.

Traitement post-désengagement : aperçu par pays

Selon les pays, les initiatives visant à gérer le désengagement varient, impliquant différents acteurs et utilisant divers outils juridiques ou non. Les acteurs impliqués dans la gestion des flux de désengagement

varient en fonction du contexte et de la situation. Le plus souvent, des figures d'autorité sont impliquées par hasard ou en raison de leurs responsabilités administratives.

Le Cameroun : Où en est le CNDDR ?

Au Cameroun, les premiers acteurs de la chaîne sont les comités de vigilance et de sécurité (COVIS) qui, dans la plupart des cas, ont été les premiers en contact avec les désengagés :

Nous, les comités de vigilance, les accueillons et les envoyons au sous-préfet. Ils sont ensuite conduits à la police. En tant que comité de vigilance, nous repérons ceux qui entrent dans les villages et nous informons la sous-préfecture qui les enregistre pour les envoyer à la police pour enquête.

Membre de COVIS, Mozogo, Cameroun, novembre 2019

Le triage des personnes désengagées est effectué par une équipe de sécurité inter-agences par le biais d'interrogatoires menés par un Officier de police judiciaire (OPJ)³⁵. Sur la base de ces triages, l'équipe – composée de l'armée, du BIR (Bataillon d'intervention rapide), de la gendarmerie et de la police – sépare les personnes qui doivent être poursuivies de celles qui doivent bénéficier d'une réinsertion. Les poursuites sont engagées en vertu des dispositions de la loi camerounaise de 2014 sur la répression des actes de terrorisme.

Les autorités traditionnelles (chefs de village, *lawan*³⁶ et *lamido*³⁷) et administratives (maire, préfet, sous-préfet) prennent ensuite le relais. Dans un premier temps, ces dernières prenaient en charge les personnes désengagées en leur proposant des sites pour les camps de déplacés internes et en organisant l'assistance. En effet, les villages de nombreux désengagés se trouvent dans des zones menacées presque quotidiennement par les attaques du JAS. Depuis 2016, le secteur 1 de la FMM à Mora a joué un rôle majeur en accueillant quelques 200 personnes désengagées dans son camp.

Bien qu'il gère la situation de manière sensiblement similaire au Tchad, le Cameroun a mis en place en février 2018 un comité interministériel coordonné par le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation afin de coordonner les actions visant à déradicaliser et à réintégrer les anciens membres de Boko Haram.

En novembre 2018, un Comité national de désarmement, démobilisation et réintégration (CNDDR) des anciens combattants de Boko Haram et des groupes armés des régions du nord-ouest et du sud-ouest a été créé par décret présidentiel. Sa mission est de gérer le retour à la vie civile des ex-combattants de Boko Haram et des groupes armés des régions anglophones qui souhaitent se rendre.

APRÈS

4

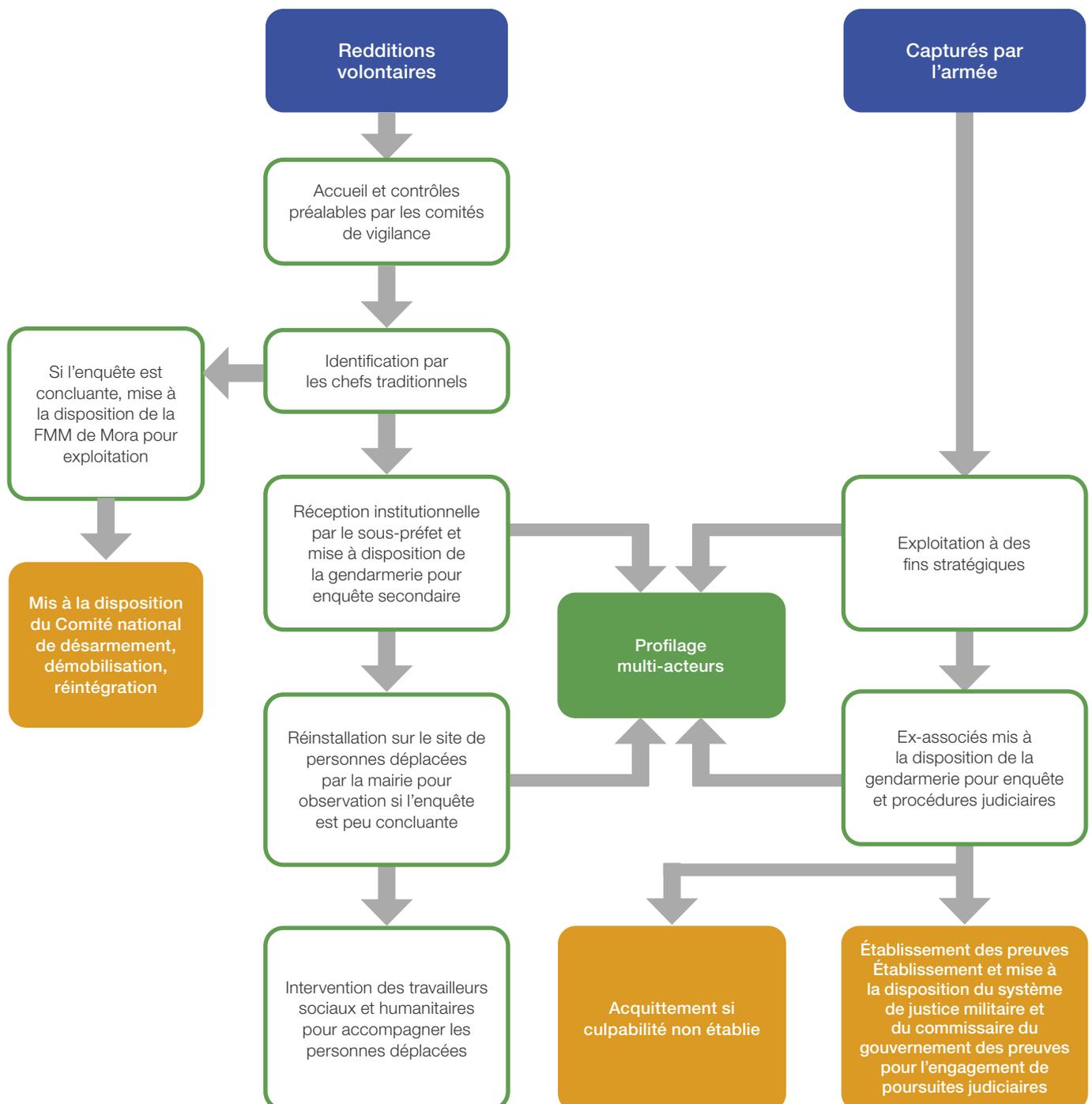
ANNÉES DANS LE CAMP DE MORA, LES EX-ASSOCIÉS N'AVAIENT AUCUNE CLARTÉ QUANT À LEUR AVENIR

Le décret créant le CNDDR détaille la composition du comité et ses domaines de compétence mais ne fournit aucun cadre concernant sa mission. De plus, il rassemble deux types de crises distinctes ayant chacune des dynamiques propres.

Les structures qui prennent en charge les désengagés se mettent en place, mais lentement.

Après quatre ans dans le camp de Mora, les ex-associés ne savent toujours pas de quoi l'avenir sera fait et les structures mises en place dans le cadre du CNDDR n'ont pas encore pris le relais pour les accompagner. Cette longue période d'incertitude sur l'avenir décourage ceux qui souhaiteraient se désengager.

Figure 1 : Le processus de réintégration au Cameroun

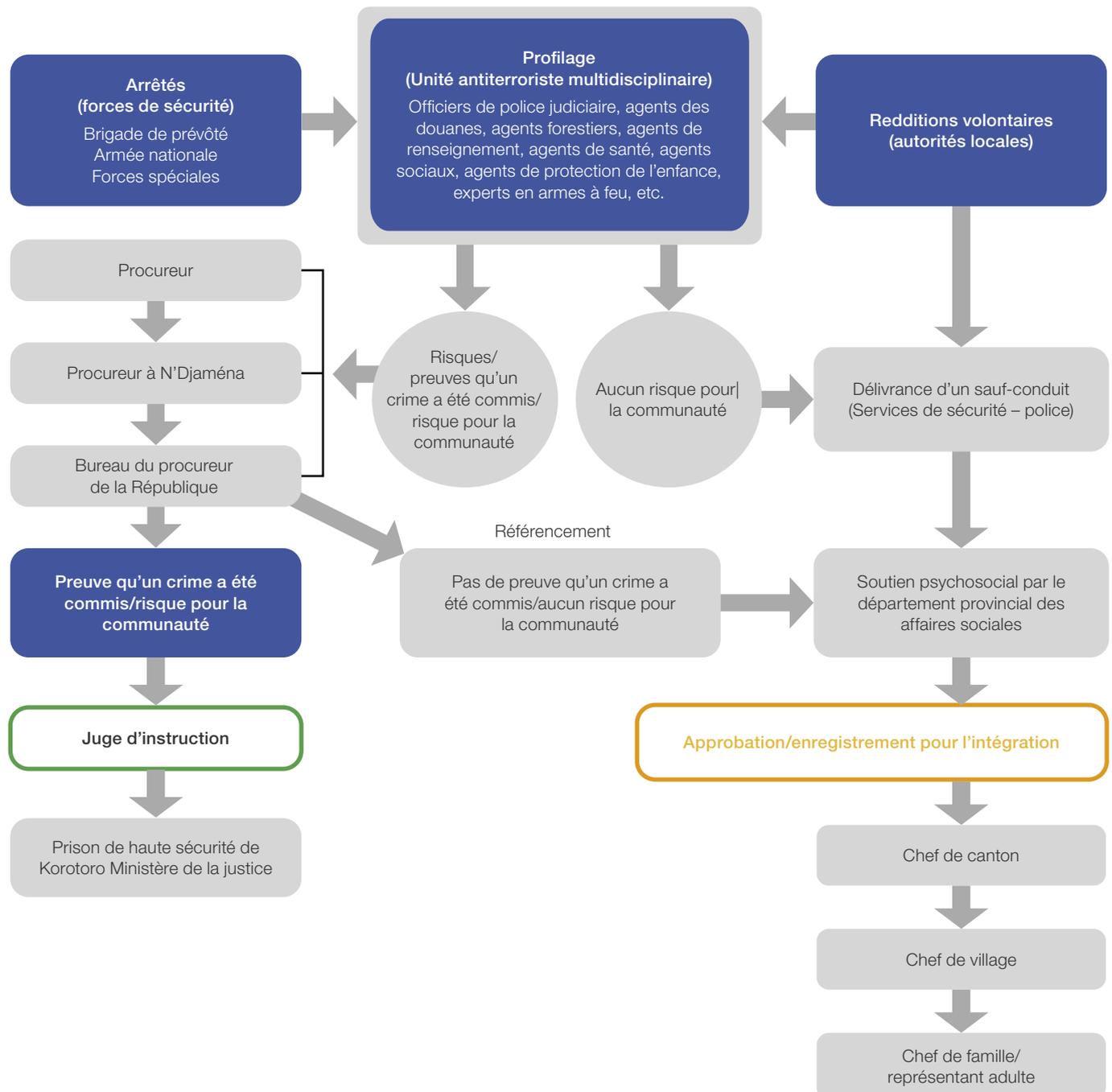


Tchad : réintégration locale par la médiation

Au Tchad, certains membres des communautés en vaquant à leurs activités quotidiennes, notamment des éleveurs, pêcheurs et agriculteurs, ont été les premiers interlocuteurs des déserteurs, qu'ils ont mis en relation avec une seconde catégorie d'acteurs composée essentiellement d'administrateurs locaux (chefs traditionnels, communauté villageoise et chefs de canton).

Ces derniers ont à leur tour orienté les ex-associés de Boko Haram vers une troisième catégorie d'acteurs, constituée de membres de l'administration publique et des services de sécurité. Dans la plupart des cas, il s'agit de soldats du secteur opérationnel avancé de Kaiga Kindjiria ou de Ngouboua qui récupère, fouille et apporte une première aide alimentaire à ces ex-associés.

Figure 2 : Processus de réintégration au Tchad



Sur la base d'une enquête, de preuves et d'un interrogatoire, une unité antiterroriste inter-agences, basée au camp Kilomètre 7 à Baga Sola, procède à des filtrages pour séparer les personnes dites « à haut risque » des personnes dites à « faible risque ».

Les personnes à haut risque, c'est-à-dire celles suspectées d'avoir commis un crime alors qu'elles étaient membres de Boko Haram, sont remises à la justice pour être poursuivies. Les personnes à faible risque, contre qui il n'existe aucune preuve de crime commis hormis l'appartenance à un groupe terroriste, se voit délivrer un sauf-conduit par les services de police. À ce stade, le ministère des Affaires sociales, à travers la délégation dans la province du Lac, fournit une aide psychosociale, bien qu'elle soit insuffisante en raison de moyens limités.

Le ministère de l'Administration territoriale, par l'intermédiaire du gouverneur de la province du Lac et des chefs de canton, remet ensuite les personnes à faible risque aux chefs de village et aux chefs de famille, ou, dans le cas des mineurs, à un référent adulte.

Par ailleurs, aucun document d'identité, pourtant indispensable pour faciliter les déplacements, ne leur est délivré. Il a été confirmé lors des entretiens que ces personnes désengagées n'ont toujours pas de carte d'identité ni de passeport.

De plus, certains ex-associés n'ont pas pu retourner dans leur village, sous la menace de Boko Haram, et ont été orientés vers des camps de déplacés internes comme celui de Yakoua où elles sont devenues dépendantes de l'aide humanitaire³⁸.

D'autres ex-associés ont été directement appréhendés par les militaires sur les champs de bataille ou dans les villages, suite à des enquêtes et sur la base de renseignements, avant d'être présentés au juge d'instruction. En cas d'innocence, ils sont remis aux affaires sociales et finissent dans des communautés ou des camps de personnes déplacées. En revanche, en cas de preuves de crimes graves retenues contre eux, ils sont envoyés à la prison de haute sécurité de Korotoro, dans le nord du pays, en application de la loi antiterroriste.

Créé à Bol en 2016 avec le soutien de l'UNICEF et du ministère des Femmes, de la Petite enfance et de la Solidarité nationale, le Centre de transit et d'orientation a

pour but de prendre en charge les mineurs qui se sont rendus aux autorités.

Alors qu'il traitait la question du désengagement dans l'urgence et sans programme officiel de réhabilitation, le gouvernement tchadien a mis en place plusieurs initiatives pour y répondre de manière plus systématique. En juillet 2019, le Tchad a mis en place un comité de pilotage DDRR à travers le Ministère de la justice, suivi de la mise sur pied d'un comité interministériel de coordination des actions liées au DDRR. En plus du soutien apporté à ces initiatives, l'OIM déploie un appui technique et matériel protéiforme afin de mettre en place un service fiable de triage et de profilage visant à déboucher sur un mécanisme de réintégration mieux calibré.

L'expérience du Centre de Goudoumaria au Niger

Au Niger, les ex-associés de la région de Diffa ont eu divers interlocuteurs comme premiers contacts. Certains ont appelé leurs parents et proches qui avaient relayé le message d'amnistie du gouvernement. Dans tous les cas, ces premiers interlocuteurs les ont orientés vers les autorités locales, à savoir le chef de canton et le préfet de Bosso. Ce dernier les a ensuite redirigés vers les autorités de Toumour.

En juillet 2019, le Tchad a mis en place un comité de pilotage DDRR avec le soutien de l'OIM pour un processus plus systématique

Par la suite, les ex-associés ont été regroupés dans le centre de transit local avant d'être transférés au Centre de réinsertion socioéconomique de Goudoumaria, à environ 200 km à l'ouest de Diffa. Ce centre est supervisé par un comité dirigé par le préfet et composé des chefs de canton ou de village et des autorités religieuses de chacun des quatre départements de la région (Bosso, Diffa, Mainé et Nguigmi). Il a accueilli quelques 240 bénéficiaires depuis 2017.

Dans le centre, l'Unité centrale antiterroriste de la police passe au crible chacun des ex-associés. Le Code pénal nigérien a été modifié spécifiquement pour ces personnes, qui se sont volontairement désengagées. Selon cet amendement, les repentis de Boko Haram qui ne sont pas directement impliqués dans la conception

et l'organisation d'actes terroristes ne feront pas l'objet de poursuites pénales mais bénéficieront d'un programme de réinsertion. Cet amendement prévoit également un droit à l'indemnisation pour les victimes du terrorisme³⁹.

L'amendement en question ouvre la possibilité de réintégrer, sans poursuites pénales, les anciens associés de Boko Haram qui se rendent volontairement aux autorités. Le gouvernement du Niger, par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur, a pris l'initiative de ce processus avec le soutien de la Haute autorité pour la consolidation de la paix (HACP).

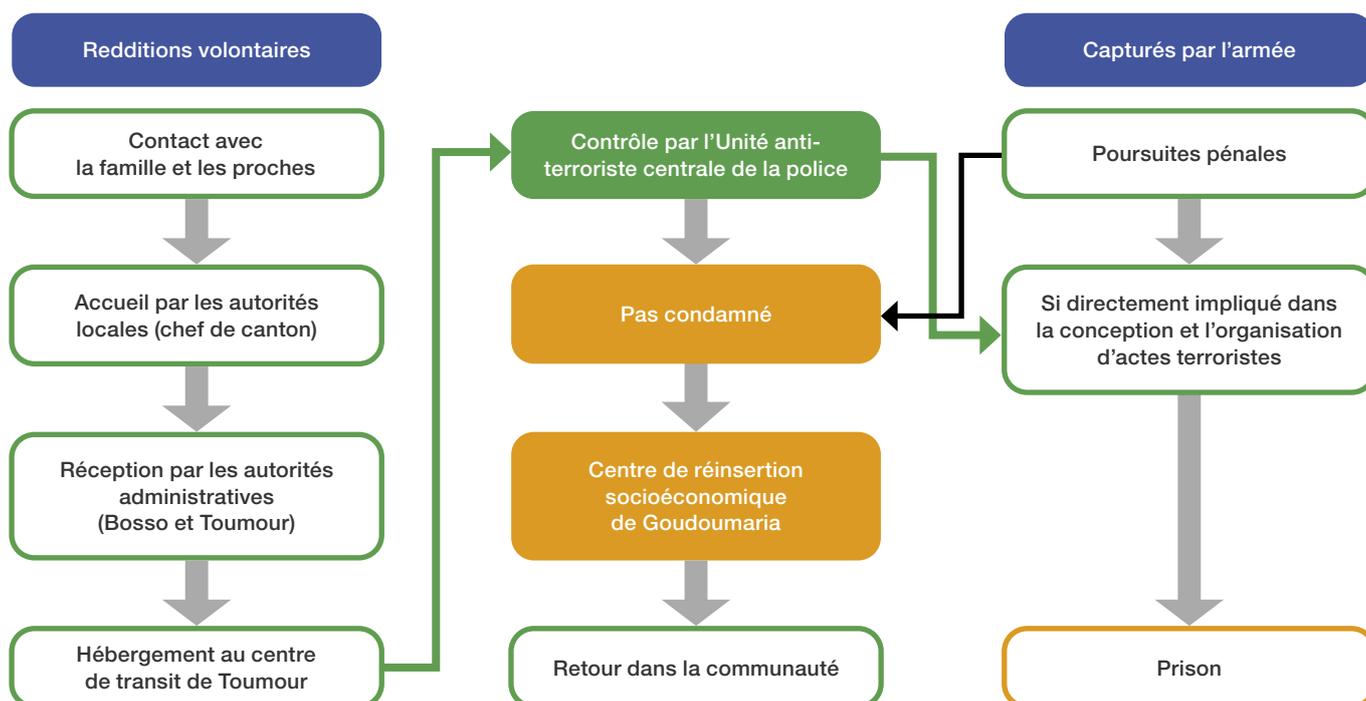
Après une formation religieuse et professionnelle, un premier groupe d'une centaine de personnes, dont une quarantaine de Nigériens, a été réhabilité et a pu retourner dans les villages d'origine, le 9 décembre 2019. Quant à ceux qui avaient été arrêtés par l'armée ou la police et condamnés pour avoir commis un crime, ils ont été incarcérés à la prison de haute sécurité de Koutoukalé, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Niamey.

Le temps passé au Centre de Goudoumaria (environ deux ans) a été plus long que prévu et les mauvaises conditions de vie dans le centre ont également conduit à des tentatives d'évasion :

Les repentis qui sont dans le centre de Goudoumaria sont toujours dans le camp, on dirait des prisonniers, en plus de cela il y a des prisonniers (innocents) qui ont été détenus pendant des années et qui sont finalement libérés mais ils restent avec leur souffrance.

Frère d'un ex-associé, 32 ans, Diffa, octobre 2019

Figure 3 : Processus de réintégration au Niger



Le nombre officiel de désertions au Niger est minime par rapport au nombre de résidents de la région qui auraient rejoint Boko Haram depuis le début de la crise. Cela soulève la question de savoir pourquoi tant d'ex-associés, qui ont volontairement quitté Boko Haram, ont disparu.

Nigeria : des progrès constants

Le Programme de déradicalisation, de réhabilitation et de réintégration, tel qu'il est mené par Safe Corridor, a évolué pour s'adapter au concept de guerre asymétrique car ses méthodes, pratiques, procédures, tactiques et techniques continuent de fournir des alternatives aux associés de Boko Haram, en particulier aux membres à faible risque. L'OPSC tire ses principes des valeurs africaines de compassion, de pardon et d'empathie, qui sont complémentaires des efforts militaires visant à déstabiliser les insurgés.

Un responsable, Opération Safe Corridor, juin 2020

Ayant reçu l'approbation personnelle du président nigérian Muhammadu Buhari en 2015, le Programme de déradicalisation, de réhabilitation et de réintégration destinées aux anciens associés de Boko Haram géré par l'OPSC est le plus complet. Il existe également d'autres programmes tels que ceux gérés par le gouvernement de l'État de Borno, connus sous le nom de Centre de réhabilitation de Bulumkutu pour femmes et enfants, les services correctionnels nigériens et d'autres initiatives gérées par des ONG.

L'OPSC a été lancée en 2016 pour « faciliter l'accès et le passage des insurgés à faible risque se rendant aux forces de sécurité à des fins de DDR »⁴⁰. Il repose sur un programme de déradicalisation, réhabilitation et réintégration d'une durée de 24 semaines, soit six mois, dans le camp situé dans l'État de Gombe, au nord-est du Nigeria. Au bout des six mois, les anciens associés sont remis au gouvernement de l'État de Borno pour réintégration.

Le comité consultatif de l'OPSC est présidé par le chef d'état-major des armées et comprend les gouverneurs des États affectés à savoir Adamawa, Borno et Yobe ainsi que les chefs des agences de

sécurité du pays. En tant qu'opération conjointe et multi-agences impliquant 17 ministères, départements et agences composés de militaires, de services de sécurité et du maintien de l'ordre, l'OPSC est, selon le gouvernement, une opération humanitaire. En plus d'assurer le commandement et le contrôle, l'armée dirige la composante sécurité de l'OPSC, tandis que le Service pénitentiaire du Nigeria dirige la composante déradicalisation et réhabilitation.

Après avoir quitté Boko Haram, les ex-associés entrent d'abord en contact avec les troupes de l'opération Lafiya Dole, l'opération anti-insurrectionnelle basée dans le nord-est, puis ils sont transférés au centre de détention du Comité d'enquête conjoint (JIC) de la caserne de Giwa à Maiduguri, où ils sont traités et classés en trois catégories sur la base de l'interrogatoire du comité : civils à haut risque, à faible risque et innocents. Les anciens membres à haut risque sont envoyés dans un autre centre de détention dans la caserne de Kainji, dans le centre-nord du Nigeria, pour y attendre leur procès. Le groupe à faible risque est envoyé à l'OPSC pour y suivre les programmes de DRR. Le troisième groupe est constitué de civils arrêtés lors d'opérations militaires. Une fois leur innocence établie, ils sont libérés et remis au gouvernement de l'État à des fins de réhabilitation et de réintégration.

Lorsque les ex-associés arrivent dans le camp de DRR au Nigeria, leur perception devient plus positive

Le problème majeur auquel sont confrontés les anciens associés de Boko Haram éligibles au DRR est la durée de détention incertaine et indéterminée au JIC dans la caserne de Giwa. D'anciens détenus ont révélé avoir passé entre trois mois et quatre ans, dans des conditions difficiles, caractérisées par la promiscuité, le manque d'hygiène et de ventilation, en plus de l'accueil hostile réservé par les membres du JIC. Ces conditions alimentent les rumeurs indiquant par exemple que ceux qui se rendent sont condamnés à mort. Certains anciens associés ont affirmé avoir abandonné, pendant leur détention au JIC, tout espoir de liberté et regrettaient de s'être rendus.

Lorsque les ex-associés arrivent dans le camp de DRR au Nigeria, leur perception devient plus positive. Cependant, la perception des ex-associés change et devient positive au fil de leur séjour dans le camp de DRR. Ne sachant pas à quoi s'attendre, beaucoup d'entre eux pensent qu'ils seront tués à leur arrivée dans le camp en raison de leur expérience à la caserne de Giwa. Mais la première chose qu'ils remarquent est la cordialité entre eux et le personnel qui les désigne comme « des clients » et non comme « d'anciens membres de Boko Haram » et les traite avec respect.

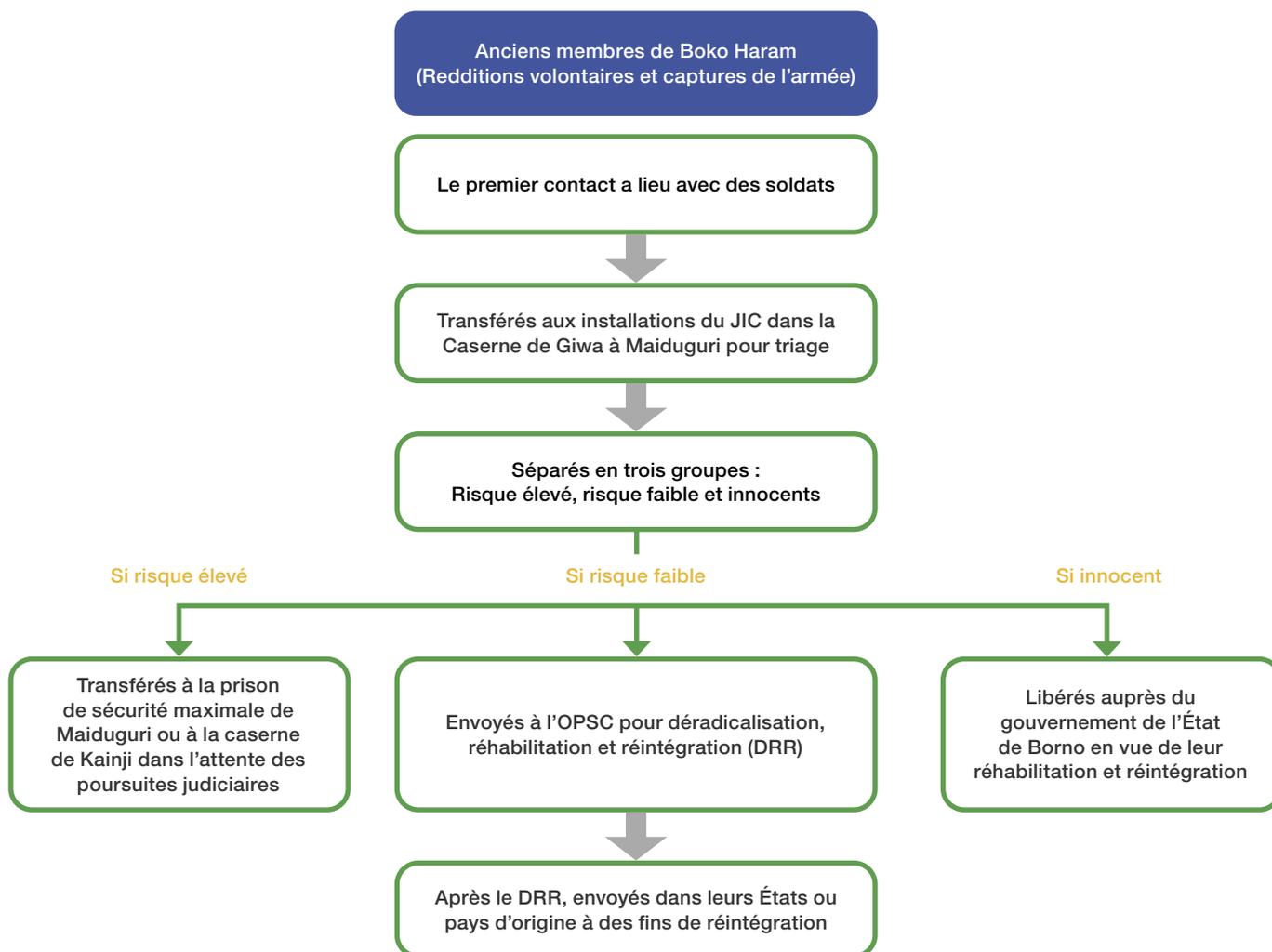
À leur arrivée, les anciens associés sont soumis à un profilage approfondi qui comprend un examen médical, un prélèvement d'ADN, un enregistrement biométrique et un compte rendu. Au cours des 23 semaines suivantes, ils suivent des programmes de déradicalisation, de réhabilitation et de réintégration. Les programmes de

déradicalisation comprennent une psychothérapie, un conseil psycho-spirituel, une thérapie sociale, une intervention en cas de toxicomanie, une introduction à l'éducation formelle et du sport.

Pour ce qui est de la réinsertion, les anciens associés bénéficient de formations professionnelles dirigées par la Direction nationale de l'emploi afin de pouvoir exercer des métiers dans les domaines de la coiffure, la menuiserie, la cosmétique, l'agriculture, la maroquinerie (cordonnerie), la couture et la soudure.

L'OPSC indique ne pas réintégrer les ex-associés car elle considère que cette réintégration relève de la responsabilité des gouvernements des différents États d'où proviennent les ex-associés. Cependant, l'OPSC les prépare à cette phase, en favorisant leurs contacts avec la famille et les leaders de la communauté. Ces derniers

Figure 4 : Processus de réintégration au Nigeria



sont ensuite censés sensibiliser leur communauté au retour prochain des ex-associés en leur sein.

Un autre aspect de la préparation à la réintégration implique que chaque ex-associé doit faire face à un panel quasi-judiciaire. Ce panel est dirigé par un juge de la Haute cour fédérale et ses membres comprennent des avocats militaires, des chefs traditionnels, des chefs religieux, des fonctionnaires du gouvernement de l'État et un haut responsable judiciaire du ministère fédéral de la Justice. L'ex-associé doit y avouer son appartenance à Boko Haram, la condamner et prêter serment d'allégeance au gouvernement fédéral du Nigeria.

Pour le gouvernement, l'ADN et les informations biométriques recueillies auprès des anciens associés aideront à suivre leur réintégration, en complément des rôles joués par leurs leaders communautaires.

La désillusion post-Boko Haram contraste fortement avec les glorieux récits de recrutement et est fondamentale dans le désengagement

Le programme de réhabilitation pour femmes et enfants est situé dans le camp de transit de Bulumkutu, à Maiduguri. Cet établissement a été créé dans les années 1980 pour la réhabilitation de personnes handicapées, mais en 2014, il a commencé à être utilisé comme camp de transit pour les femmes et les enfants libérés du centre de détention de la caserne de Giwa pour association présumée avec Boko Haram. Après leur libération et leur transfert au centre, les femmes et les enfants sont censés être recueillis par des membres de leur famille et par des proches.

Le centre est administré par le gouvernement de l'État de Borno, en particulier par le ministère des Affaires féminines, et il bénéficie du soutien de partenaires internationaux et bilatéraux, tels que l'UNICEF et la Croix-Rouge internationale. La durée du programme n'est pas précisée. Certaines des personnes qui sont passées par le camp ont affirmé y être restées moins d'un mois, tandis que d'autres y sont restées trois mois.

Enfin, lancée en 2017 par la Fondation NEEM, basée à Abuja et à Maiduguri dans l'État de Borno, l'Initiative

Ruban jaune est considéré comme l'un des principaux projets de réhabilitation et de réintégration initiés par une ONG nationale en raison de son ampleur. Elle vise principalement les femmes, les enfants et les jeunes associés à Boko Haram et cherche à leur offrir une formation psychosociale, comportementale et de réinsertion qui renforcera leur autonomisation économique ainsi que la réconciliation, la consolidation de la paix et la prévention des conflits. Plus précisément, ce programme de réhabilitation couvre la prise en charge des traumatismes, l'instruction morale, le mentorat pour la paix, les programmes sportifs et l'éducation créative.

Ce programme a été salué pour son approche participative dans laquelle les membres de la communauté sont directement consultés et leurs opinions sont prises en considération avant la mise en œuvre de toute initiative. En outre, les acteurs locaux tels que les autorités traditionnelles et les comités de vigilance jouent un rôle capital dans les processus évoqués.

Implications pour le DDR dans la région

Pour bien comprendre l'état actuel du désengagement dans le BLT, il convient de placer la question des ex-associés de Boko Haram au cœur de multiples processus en cours en termes de sécurité, de développement et de consolidation de la paix. Il importe donc de bien saisir les implications des dynamiques de désengagement des groupes terroristes pour les communautés, les États, la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et l'Union africaine (UA), notamment dans le cadre de leur SRS.

Lutte contre Boko Haram

Comprendre la dynamique du désengagement permet de mieux documenter les capacités de recrutement, les tactiques et les stratégies des factions de Boko Haram, leur contrôle sur la population, leurs capacités militaires et leur résilience économique. Ces quatre éléments sont les ressorts principaux de la capacité de Boko Haram à survivre et à nuire.

Les données illustrent clairement qu'un nombre important de personnes, parfois des communautés entières, ont été enlevées et forcées de suivre Boko Haram. Elles font également état d'engagements volontaires. Certaines

personnes ont volontairement rejoint Boko Haram en raison des discours de recrutement du groupe sur l'exclusion, la discrimination exercée par les États, le manque d'opportunités, la promesse d'une vie meilleure. Ces narratifs ont été cités loin devant la religion parmi les raisons de rejoindre Boko Haram. Ce n'est qu'au Nigeria que la religion est apparue comme une raison importante pour rejoindre Boko Haram.

Les récits de vie illustrent les conditions de vie difficiles dans Boko Haram et le climat d'insécurité permanente au sein et entre les factions, favorisé notamment par les offensives militaires. Même sur le plan religieux, Boko Haram a déçu de nombreux ex-associés. La désillusion de l'après-Boko Haram contraste fortement avec les glorieux récits de recrutement. Cette dissonance est fondamentale dans le choix du désengagement volontaire.

Pour ceux qui rejoignent Boko Haram et surtout le JAS, s'enfuir est une option périlleuse, passible de mort

Le discours de contre-offensive des principales parties prenantes communautaires, étatiques et des ONG basé sur les promesses non tenues du groupe en matière de religion, de sécurité et de perspectives d'avenir, ainsi que les offres d'amnistie des États finissent par neutraliser les stratégies de recrutement de Boko Haram et par encourager les désertions. Des processus de DDR efficaces favoriseraient davantage de désengagement. Cependant, les incertitudes et les limites associées à ces processus ou à leur issue incertaine entraînent une réticence chez de nombreuses personnes par ailleurs tentées de quitter les rangs de Boko Haram.

Pour les personnes qui rejoignent Boko Haram (en particulier le JAS), le désengagement est un choix périlleux, passible de la peine de mort. Après des vagues successives de désertion, le JAS a renforcé la surveillance et punit désormais sévèrement ceux qui tentent de se désengager et qui n'y parviennent pas. La réussite d'un désengagement suppose de choisir avec soin le moment et l'opportunité pour partir. Par ailleurs, un accroissement de la pression territoriale sur les factions et la sécurisation des couloirs de sortie contribueraient à augmenter le nombre de désengagement. En attendant, la prise en

charge rapide des déserteurs démontrera la probité des résultats du désengagement.

Pour ceux qui rejoignent Boko Haram et surtout le JAS, s'enfuir est une option périlleuse, passible de mort. Cela nécessite une action militaire plus coordonnée et plus efficace contre Boko Haram pour libérer les otages. Cette action doit être accompagnée de mécanismes de protection civile pour sécuriser les communautés et des possibilités de développement qui améliorent les moyens de subsistance. Le traitement des premières vagues d'individus qui se sont rendus et les résultats de la réhabilitation et de la réintégration envoient des signaux forts aux personnes et aux communautés encore sous le contrôle de Boko Haram, que ce soit sous la contrainte ou par conviction.

Les communautés et leurs chefs

Les premières victimes de l'insurrection du groupe extrémiste Boko Haram ont été les communautés qui bordent directement le lac Tchad dans les pays riverains que sont le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad.

C'est dans ces populations que le groupe terroriste puise ses ressources économiques, sa nourriture, ses renseignements et ses ressources humaines. Dans le même temps, les solutions militaires proposées n'ont pas épargné ces populations, limitant dans certains cas leur résilience. Or, la guerre contre Boko Haram ne peut être gagnée sans ces populations. De plus, dans les quatre pays, il a été observé que ces mêmes populations jouaient un rôle important dans les processus de désertion, de désengagement et de réintégration.

En effet, les contacts entretenus par les communautés avec certains de leurs membres associés à Boko Haram et la pression exercée sur eux ont eu une forte incidence sur la décision finale de partir. Les communautés jouent également le rôle de premier contact ou d'intermédiaire entre les déserteurs et les forces de sécurité ou les autorités traditionnelles. À l'issue des différents processus, c'est toujours vers les communautés que les anciens associés sont orientés. Au Tchad, par exemple, les communautés sont en première ligne avec leurs autorités traditionnelles pour recevoir les anciens associés immédiatement après leur profilage à Baga Sola.

Cependant, tant pour la gestion des anciens associés que pour la plupart des efforts déployés dans la lutte contre Boko Haram, ces communautés d'accueil ne sont pas toujours aussi impliquées qu'elles l'espéraient et le souhaiteraient. Au contraire, elles sont souvent stigmatisées et exploitées. Leurs préoccupations et leurs besoins en matière de réconciliation ne sont pas toujours correctement pris en compte dans la conception des processus, ce qui entraîne parfois un rejet.

Les communautés et leurs leaders doivent jouer un rôle plus important dans les processus de DDR au niveau national

En réalité, d'une part, les programmes mis en place ont provoqué du ressentiment et du rejet dans certaines communautés locales. D'autre part, la crainte de représailles de la part de la communauté a retardé à plusieurs reprises les projets des autorités de libérer ceux qui ont terminé les programmes de DDR.

La méfiance à l'égard de ceux qui se sont désengagés est plus ou moins grande, indépendamment du rôle qu'ils ont joué au sein de Boko Haram ou du fait qu'ils ont été recrutés sous la contrainte.

Les plus touchés par Boko Haram à travers une victimisation directe ou indirecte sont souvent réticents à accepter le retour d'ex-associés dans leur communauté. Cela limite la bonne réintégration et la réconciliation.

De plus, les communautés dans lesquelles les anciens associés doivent être réintégrés sont celles qui paient déjà un lourd tribut à la guerre contre Boko Haram. Les membres des communautés se retrouvent souvent doublement victimes : des violentes attaques de Boko Haram et des violations des droits de l'homme par les armées des quatre pays du BLT.

La question reste donc de savoir si ces communautés ont la capacité d'offrir de meilleures perspectives à ces ex-associés. Ont-elles les moyens de subvenir à leurs besoins, compte tenu du fait que leur résilience est gravement compromise par plus d'une décennie d'insurrection et de contre-insurrection ? En l'absence

de réponses appropriées à ces questions, les processus de réintégration pourraient devenir un fardeau supplémentaire pour ces communautés.

L'analyse du processus met en évidence le rôle important que jouent les acteurs locaux, notamment les chefs de village, les chefs de canton, les *lamido* et les *lawan*, dans l'accueil et la réintégration des personnes libérées de Boko Haram par l'armée ou volontairement désengagées. Leur proximité avec la population inspire une plus grande confiance. Cependant, dans ce conflit, ils ont le plus souvent payé un lourd tribut, parfois harcelés, voire tués, par Boko Haram et subissant des pressions de la part des autorités militaires.

Vu l'importance de leur rôle, il est essentiel d'accorder une place plus conséquente aux communautés et à leurs dirigeants dans les processus de DDR au niveau national. Cela permettra de consolider les départs volontaires de Boko Haram et les processus de réintégration et de réconciliation dont ils sont, plus que tout autre acteur, les garants.

Incertitudes quant à l'amnistie

Les quatre pays du BLT ont tous, à un moment ou à un autre, lancé des appels à la reddition des combattants ou des personnes associées à Boko Haram afin de les inciter à quitter ce groupe extrémiste violent. Ces appels ont été capitaux et ont contribué à l'augmentation du nombre de combattants ayant fait acte de reddition.

- En décembre 2016, le Niger a officiellement annoncé une amnistie pour les personnes qui se rendraient aux autorités, et celles-ci ont été reçues au Centre de Goudoumaria.
- Au Tchad et au Cameroun, un premier profilage a permis de trouver des éléments parmi les retournés jugés à risque et d'engager des poursuites à leur rencontre.
- Au Nigeria, des négociations ont eu lieu concernant les ravisseurs des élèves de Chibok et, plus récemment, la possibilité d'une amnistie pour les combattants de Boko Haram a été évoquée. Cette amnistie concerne particulièrement l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), qui, sous la direction d'Abu Musab al-Barnawi, semblait plus ouvert à d'éventuelles discussions. Cependant, aucun acte juridique n'a confirmé ces annonces.

D'une manière générale, il y a donc une clémence tacite pour les personnes repenties, à l'exception de celles qui ont un casier judiciaire. Cependant, aucune loi d'amnistie n'a été formellement adoptée par aucun des quatre pays.

Les difficultés liées au contrôle systématique de la police judiciaire rendent également difficile l'identification des responsables de certaines tâches. Dans la plupart des cas, le cadre juridique retenu est l'application des procédures pénales de droit commun ou bien des lois antiterroristes.

La justice transitionnelle, en tant qu'élément majeur du processus de réconciliation et base juridique de l'amnistie et des poursuites, est souvent obscurcie par des réactions impulsives par rapport aux dynamiques de la situation. Les individus capturés par les forces de sécurité dans les *zones rouges*, qui sont interdites aux civils, sont souvent assimilés à des membres de Boko Haram. La situation des prisonniers est un élément contesté par de nombreux acteurs :

Je pense que la manière dont le processus a été mené peut faciliter la réconciliation au sein de notre communauté. Cependant, il reste beaucoup à faire car il y a eu des innocents en prison et puis les repentis qui sont dans le camp de Goudoumaria sont toujours là en tant que prisonniers. Il y a aussi des innocents qui sont détenus pendant des années et qui sont finalement libérés mais laissés à leur triste sort.

Autorité traditionnelle à Bosso, Niger, novembre 2019

Enfin, la question de l'amnistie en général et dans un contexte d'extrémisme violent vise à relever le défi du respect des directives des Nations Unies⁴¹ en la matière. D'où la nécessité de laisser une marge de manœuvre pour la poursuite des criminels avérés et des possibilités de réparation pour les victimes. Au niveau local, l'amnistie pourrait également permettre de relever les défis de la réconciliation. S'il est possible de légiférer sur l'amnistie, ce n'est pas le cas pour la réconciliation car elle est « le processus de résolution des relations conflictuelles et fracturées, qui comprend une série d'activités. Il s'agit d'un acte de bonne foi, qui ne peut être imposé »⁴².

La réintégration dans un contexte de fragilité durable

Depuis le début, la perception du processus de DDR diffère selon les pays. Cependant, une analyse plus approfondie montre que l'optimisme qui suit la fuite est vite rattrapé par les dures réalités de la vie. Dans de nombreux cas, la vie sera plus difficile après la réintégration qu'elle ne l'était avant le conflit. Les anciens combattants réintégrés rencontrent des difficultés importantes dans leur nouvelle vie.

Tout d'abord, il y a la perte des moyens de production minimum disponibles avant le conflit. Cela les oblige à dépendre soit de la communauté et des parents, soit de l'aide humanitaire dans les camps de personnes déplacées ou de réfugiés. Toutes les communautés et tous les individus de la région ont, dans une certaine mesure, souffert de la crise et leur résilience en a été gravement affectée. Il est donc difficile et problématique de soutenir les ex-associés dans un contexte de défiance générale.

Ainsi, les difficultés nutritionnelles, le fait de ne pas savoir où sont ses proches, la difficulté de maintenir une activité productive et l'impossibilité d'exercer une activité économique malgré les compétences acquises (auprès de l'OPSC ou ailleurs) caractérisent le vécu quotidien des ex-associés et de leurs familles.

Au Niger, il est certainement trop tôt pour évaluer le niveau d'intégration des 110 ex-associés qui ont quitté Goudoumaria le 7 décembre 2019. Les données recueillies au Tchad ont également confirmé que les ex-associés sont dans une situation précaire.

À cela s'ajoute l'implacable stigmatisation qui bloque parfois encore toute chance de reconstruire sa vie :

Pour l'instant, je ne fais pratiquement rien. Je souffre parce que je n'ai pas de matériel de pêche. Il m'est donc difficile de penser à l'avenir. Mon seul souhait est de voir ma situation s'améliorer.

Homme ex-associé, 35-44 ans, Kaya, Province du Lac, Tchad, septembre 2019

Souvent, ils ne sont pas bien acceptés par la famille et la communauté. Avec tout ce qui se passe ici, les gens sont souvent sur leurs gardes, ils sont observés et doivent faire de leur mieux pour regagner leur confiance.

Sous-préfecture de Mozogo, Cameroun, novembre 2019

Je peux dire que l'accueil a été bon, mais il est vrai aussi que certains nous ont traités de bandits. Certains commerçants refusent de nous vendre leurs marchandises.

Femme ex-associée, 35-44 ans, Logone-et-Chari, Cameroun, novembre 2019

Bien qu'heureux d'être restés en vie après avoir quitté Boko Haram, les anciens associés sont de plus en plus confrontés au manque de perspectives. Certains choisissent de retourner chez Boko Haram car le manque de moyens de subsistance au sein des communautés ravive l'attrait de ce groupe extrémiste violent :

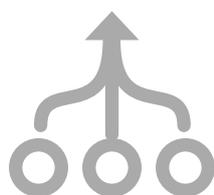
Il y en a un qui est retourné chez Boko Haram, pour être ensuite exécuté parce qu'il était considéré comme un traître. Il est parti au bout de trois mois. Nous ne savons pas pourquoi il est parti, nous pensons qu'il était gardien parce qu'il est parti dans la nuit.

Sous-préfecture de Mozogo, Cameroun, novembre 2019

La même chose est arrivée à cet ancien combattant nigérian :

Plusieurs fois, j'ai fait mes bagages pour retourner chez Boko Haram, mais un homme que j'admire dans le camp m'a persuadé de rester, à chaque fois. Je vais peut-être partir sans le lui dire parce que je ne peux pas continuer à vivre comme ça. Nous passons souvent une journée entière sans nourriture.

Ex-associé, 17 ans, camps de déplacés de Bakassi, Maiduguri, Nigeria, août 2019



LE SOUTIEN DE L'OIM, DE L'ONU DC ET DU PNUD DOIT ÊTRE HARMONISÉ AUX NIVEAUX NATIONAL ET RÉGIONAL

Pour certains membres de la communauté, le niveau de violence infligé par Boko Haram aux communautés reste un obstacle à la réintégration.

Il y a encore du ressentiment entre les anciens membres de Boko Haram et leurs communautés. Ceux dont on sait qu'ils ont été contraints à rejoindre le groupe seront probablement accueillis de nouveau par leur famille. Pour ceux qui ont volontairement rejoint le groupe et ont commis des violences contre des membres de leur famille, c'est difficile.

Homme membre d'une communauté et travailleur d'une ONG, 45 ans, Maiduguri, Nigeria, août 2019

D'après un leader communautaire, une façon de résoudre le problème de la réintégration est de réinstaller les anciens membres de Boko Haram dans des communautés différentes de la leur, où ils ne sont pas connus.

Il est difficile de comprendre et d'accepter de ramener les anciens membres de Boko Haram dans les mêmes communautés qu'ils ont harcelés et terrorisés pendant des années. Cependant, les anciens membres de Boko Haram pourraient être réintégrés ailleurs. Les réinstaller dans des communautés où ils ne sont pas connus pourrait être une meilleure option. Il sera difficile pour leurs propres communautés d'accepter leur retour.

Cheffe de communauté, 50 ans, Maiduguri, Nigeria, août 2019

Stratégie de stabilisation régionale

Les désertions sont une véritable aubaine dans la guerre contre Boko Haram. Si elles sont habilement gérées, elles constituent un moyen efficace de réduire la base du groupe terroriste et de miner sa crédibilité dans les communautés. Cependant, les États ne tireront réellement profit des désertions que s'ils peuvent développer, parallèlement aux approches nationales, une approche régionale plus collaborative.

La localisation des ex-associés au sein de Boko Haram reflète l'évolution régionalisée des activités du groupe terroriste du Nigeria au Niger, puis au Cameroun et au Tchad depuis 2013. La cartographie des lieux montre également la capacité du groupe à tirer parti de la réalité sur le terrain, à savoir l'environnement physique de la région, la porosité des frontières et les continuités socio-anthropologiques au-delà des frontières.

Compte tenu de cette situation et du fait que chacun des pays du BLT a déjà enregistré des ex-associés d'un ou de plusieurs des trois autres pays, il est nécessaire de recourir à une plus grande collaboration et à une approche sous régionale. C'est ici que le lien avec la SRS devient important. La SRS a fait du DDR des personnes associées à Boko Haram le troisième pilier de son action pour stabiliser et réhabiliter les zones touchées par la crise.

Ce pilier fait de la SRS un point de référence pour la coordination sous régionale sur les questions relatives au DDR. Concrètement, il soutient l'appel à des efforts collaboratifs au niveau national en vue d'harmoniser les approches de triage, des poursuites, de la réhabilitation et de la réintégration des anciens associés de Boko Haram. Cette vision est conforme aux principes des droits de l'homme et aux normes internationales, sans perdre de vue également les contextes et exigences judiciaires spécifiques à chaque pays.

L'observation a mis en évidence des processus qui ne sont pas nécessairement linéaires ou systématiques selon les pays. Malgré les différences entre les processus en place, de nombreuses personnes semblent avoir échappé au circuit et se sont directement rendues dans les communautés, lorsque les circonstances le permettaient. Des cas de récidive ont également été signalés.

Cela complète les témoignages d'ex-combattants qui, ayant bénéficié de programmes de « réhabilitation », ont néanmoins exprimé le désir de retourner dans les rangs de Boko Haram. D'après les témoignages de certains d'entre eux, ils se sentaient pris au piège entre la stigmatisation dans leur communauté d'origine et la crainte d'être sommairement exécutés pour espionnage s'ils tentaient de retourner chez Boko Haram.

Partenaires internationaux

Les partenaires au développement, y compris les agences spécialisées des Nations Unies, représentent une opportunité importante dans la mise en œuvre du DDR dans les zones touchées par Boko Haram. Des institutions telles que l'OIM, l'ONUDD et le PNUD ont une grande expérience de ces processus dans de nombreux contextes qui pourraient être mis à profit dans le BLT. En pratique, l'OIM apporte déjà son soutien aux États afin qu'ils prennent en compte les principes fondamentaux des droits de l'homme dans la conduite des processus. Le PNUD est également un partenaire important de chacun des États et de la CBLT dans la mise en œuvre des piliers de la SRS.

Le défi consiste à coordonner et à harmoniser ce soutien aux niveaux national et régional, en particulier avec le troisième pilier de la SRS (désarmement, démobilisation, réhabilitation, réinsertion et réintégration

des personnes associées à Boko Haram) afin d'obtenir de meilleurs résultats.

Recommandations

Intégrer la prévisibilité dans l'accueil et le filtrage

- Mettre en place un mécanisme standard d'accueil-triage-profilage dans chaque pays du BLT afin de pouvoir distinguer les catégories d'ex-associés concernées, de manière à identifier leur niveau d'implication et de responsabilité et, sur cette base, calibrer des mécanismes adéquats pour leur gestion.
- Étant donné la difficulté d'obtenir des statistiques adéquates et cohérentes sur le nombre exact d'ex-associés par pays, il est important d'en faire un élément clé des processus de la gestion du désengagement.

Ces chiffres sont essentiels pour adapter l'échelle des programmes de réintégration.

- Les programmes de DDR devraient reconnaître les nuances entre les différentes catégories d'ex-combattants, y compris ceux qui ont été capturés et ne se sont pas rendus volontairement. Cela permettra aux programmes de répondre aux besoins spécifiques qui peuvent exister au sein de ces différents groupes en établissant des protocoles d'engagement.
- Développer un cadre intégré pour le partage et l'échange d'expériences sur les processus de DDR entre les quatre pays. Cela devrait également permettre d'identifier les acteurs locaux et nationaux directement impliqués dans ces processus au niveau national et dans les communautés afin d'aider à consolider et éclairer les pratiques dans chaque pays. Les leaders communautaires et les anciens combattants réintégrés peuvent aider à identifier ces acteurs.
- La participation des femmes et des enfants à Boko Haram n'est généralement pas abordée de manière exhaustive dans les processus de DDR par les divers pays. Il est nécessaire d'élaborer des politiques spécifiques en faveur de ces groupes d'individus et de développer et renforcer les aspects genre des initiatives en faveur des femmes et des enfants des anciens associés à Boko Haram avec le soutien de structures spécialisées telles que l'UNICEF.

Améliorer les réponses militaires et leurs effets sur la démobilisation

- Maintenir une pression militaire qui prive les factions de Boko Haram du contrôle territorial. Il convient d'appuyer cette démarche en renforçant les efforts intégrés de diplomatie, de développement et de consolidation de la paix au niveau intrarégional.
- Après chaque opération militaire majeure (Lafiya Dole, Wrath of Boma, Émergence 3, Yancin Tafki, etc.), déployer des mécanismes pour accueillir, trier, profiler et enregistrer les combattants et les otages qui se rendent afin de limiter le nombre de personnes passant entre les mailles du système.
- Ces mécanismes devraient être accompagnés de mécanismes juridiques nationaux pouvant être adaptés à la gestion du DDR afin de permettre des procès équitables pour les anciens combattants qui seraient associés à des activités criminelles. L'adoption de mesures d'amnistie concernant d'autres catégories d'ex-combattants doit également être assurée.

Stabilisation et réconciliation communautaire

- Accélérer la mise en œuvre de la SRS pour soutenir la résilience des communautés touchées par la crise et impliquées dans le processus de réintégration, qui pourront à leur tour faciliter le retour des ex-combattants.
- Les autorités traditionnelles, les leaders religieux et les ex-combattants devraient être davantage impliqués dans les processus de DDR au niveau national et régional. En tant que garants, ils peuvent contribuer à consolider les départs volontaires de Boko Haram ainsi que les processus de réintégration et de réconciliation.
- Développer des activités de sensibilisation communautaire plus intenses grâce à l'engagement des chefs traditionnels, des chefs religieux, des comités de vigilance et des ex-associés afin de réduire la stigmatisation et la méfiance, et favoriser la réconciliation.
- Développer une communication inversée ou une série de contre-récits sur l'incapacité des factions de Boko Haram à offrir un avenir meilleur. Les contre-récits doivent également cibler les pratiques du groupe qui sont contraires à l'islam et l'insécurité qui y règne.

L'accent doit être mis sur la main tendue des États pour accélérer la reddition volontaire.

- Recourir aux radios communautaires pour sensibiliser la population, notamment en diffusant régulièrement des programmes sur la coexistence pacifique et les dangers du terrorisme, avec les témoignages d'anciennes recrues terroristes afin de déconstruire la rhétorique de Boko Haram et de l'EIAO.

Coordonner l'action internationale

- Mettre en place une plateforme pour la coordination et la cohérence du soutien des

agences de développement (par exemple, l'OIM, le PNUD, l'ONUSD et la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme – CTED) aux niveaux national et régional afin d'obtenir des résultats efficaces. Ceci est particulièrement important en ce qui concerne le troisième pilier de la stratégie de stabilisation régionale (SRS). L'ensemble des efforts déployés par les partenaires internationaux doit être suivi par les agences régionales et nationales afin de garantir une appropriation complète et d'intégrer la durabilité dans les initiatives de consolidation de la paix et de développement.

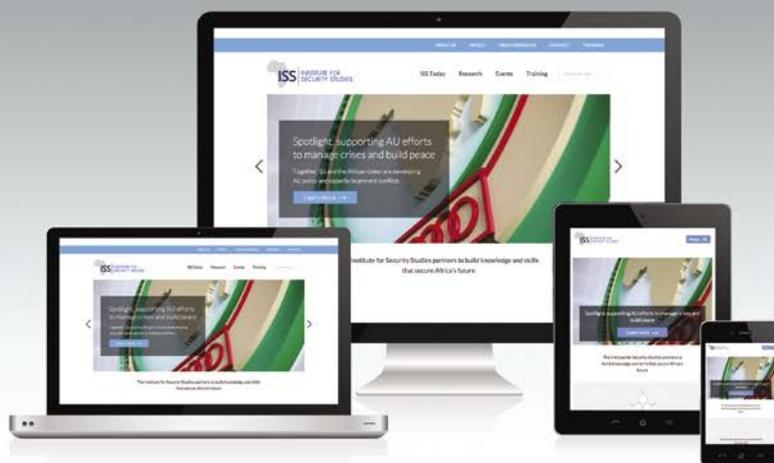
Notes

- 1 JM Berger, *Promoting disengagement from violent extremism*, ICCT Policy Brief, août 2016.
- 2 La Stratégie régionale pour la stabilisation, le redressement et la résilience des zones touchées par Boko Haram dans le bassin du lac Tchad (2018) fait référence au « désarmement, à la démobilisation, à la réhabilitation, à la réinsertion et à la réintégration des personnes associées à Boko Haram ». Cette référence est conforme à la Résolution 2349 du Conseil de sécurité des Nations Unies de 2017 (www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_RES_2349.pdf) qui appelle à une stratégie régionale et coordonnée comprenant des initiatives de désarmement, démobilisation, déradicalisation, réhabilitation et réintégration transparentes, inclusives et conformes aux droits de l'homme pour les personnes associées à Boko Haram et l'EI.
- 3 Dans le cadre de ce rapport, l'expression « ex-associés de Boko Haram » est un terme générique qui comprend également les anciens membres de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO).
- 4 L'Institut d'études de sécurité a publié de nombreux rapports sur Boko Haram. Parmi ceux-ci, on peut citer : OS Mahmood et NC Ani, *Responses to Boko Haram in the Lake Chad region: policies, cooperation and livelihoods*, Rapport de recherche de l'ISS, juillet 2018.
F Akum, *The reintegration enigma: interventions for Boko Haram deserters in the Lake Chad Basin*, Rapport Afrique centrale, n° 13, 2018.
- 5 J Cockayne et S O'Neil (eds), *UN DDR in an era of violent extremism: is it fit for purpose?* Université des Nations Unies, Centre de recherche sur les politiques, 2015.
- 6 Il s'agit notamment des politiques et programmes de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (P/CEV), de désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation des extrémistes violents (DDR) et de filtrage, poursuite, réhabilitation et réintégration des extrémistes violents (SPRR).
- 7 Union africaine – Stratégie régionale de la CBLT pour la stabilisation, le redressement et la résilience des régions touchées par Boko Haram dans le bassin du lac Tchad.
- 8 Ce rapport utilise l'expression standard de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) comme terminologie générale pour évoquer les efforts de démobilisation.
- 9 Les quatre pays du bassin du lac Tchad sont le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria.
- 10 MB Altier, EL Boyle, ND Shortland et JG Horgan, *Why they leave: An analysis of terrorist disengagement events from eighty-seven autobiographical accounts*, Security Studies, 26:2, 2017, 305-332 ; Programme des Nations Unies pour le développement, *Journey to extremism in Africa: drivers, incentives and the tipping point for recruitment*, PNUD, 2017.
- 11 AB Bukarti et R Bryson, *Dealing with Boko Haram defectors in the Lake Chad Basin: lessons from Nigeria*, Tony Blair Institute for Global Change, 2019.
- 12 O Basse et MA Ba, *Baseline study: Kallu llenio, klla founna*, Washington: Search for Common Ground, 2018.
- 13 Officiellement connu sous le nom de « Centre d'accueil des personnes associées au groupe terroriste Boko Haram ayant fait acte de reddition volontaire » et traduit dans la version anglaise par « Reception centre for persons associated with the terrorist group Boko Haram who have voluntarily surrendered ».
- 14 S Issa et N Machikou, *Reintegrating former Boko Haram associates: perspectives from Far North region in Cameroon*, Global Center on Cooperative Security Policy Brief, 2019.
- 15 J Khalil, *A guide to interviewing terrorists and violent extremists*, Studies in Conflict & Terrorism, 42:4, 2019, 429-443.
- 16 ML dan Suleiman, *Countering Boko Haram*, Counterterrorism Trends and Analysis, 7:8, 2015, 22-27.
- 17 RP Curiel, O Walther et N O'Clery, *Uncovering the internal structure of Boko Haram through its mobility*, Applied Network Science 5, Article numéro 28, 2020 ; ACLED, *The new normal: continuity and Boko Harm's violence in north east Nigeria*, www.acleddata.com/2019/02/11/the-new-normal-continuity-and-boko-harams-violence-in-north-east-nigeria/.
- 18 Selon l'OCHA, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Lake%20Chad%20Snapshot.pdf>.
- 19 W Assanvo, EJ Abatan et WA Sawadogo, *Assessing the Multinational Joint Task Force against Boko Haram*, Rapport Afrique de l'Ouest, Institut d'études de sécurité, 2016.
- 20 F Akum, *The reintegration enigma: interventions for Boko Haram deserters in the Lake Chad Basin*, Rapport Afrique centrale, Institut d'études de sécurité, 2018.
- 21 Entretien mené à Mora en décembre 2019.
- 22 RFI (2016), Le Niger lance un programme d'amnistie pour déserteurs de Boko Haram, 2016, www.rfi.fr/fr/afrique/20161229-niger-amnistie-combattant-boko-haram-programme.

- 23 S Issa et N Machikou, *Reintegrating former Boko Haram associates: perspectives from far north region in Cameroon*, Global Center on Cooperative Security Policy Brief, 2019.
- 24 Selon les chiffres des autorités traditionnelles et administratives de la province du Lac.
- 25 Étude non parue par le Centre d'Étude pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme (CEDPE), 18 février 2020.
- 26 Entretiens dans l'extrême nord du Cameroun en septembre et décembre 2019. Également documenté dans : Programme des Nations Unies pour le développement au Cameroun, *Besoin de réintégration des ex-associés à Boko Haram dans les huit communes de l'extrême nord Cameroun*, 2018, PNUD.
- 27 Entretien avec les autorités traditionnelles à Bol, dans la province du Lac au Tchad, le 12 septembre 2019.
- 28 Entretien avec l'autorité judiciaire au Niger, 13 décembre 2019.
- 29 Il est difficile d'obtenir des statistiques précises du Nigeria car beaucoup d'informations sont dissimulées.
- 30 « L'armée nigériane affirme avoir procédé à la réhabilitation de 893 anciens membres de Boko Haram depuis 2019. Entretemps, la Commission nigériane de gestion de l'identité a déclaré avoir enregistré environ 900 membres repentis de BH dans le pays. » Citation extraite de : *Accepting Ex-Boko Haram fighters*, Nextier SPD, 1er juillet 2020, <https://reliefweb.int/report/nigeria/accepting-ex-boko-haram-fighters>.
- 31 Entretien avec le personnel humanitaire, N'Djamena, 19 mars 2019.
- 32 S Raets, *The we in me: considering terrorist desistance from a social identity perspective*, Journal of Deradicalization, 13, hiver 2017/18.
- 33 F Akum, *The reintegration enigma: interventions for Boko Haram deserters in the Lake Chad Basin*, Rapport Afrique centrale, Institut d'études de sécurité, 2018.
- 34 D Blair, *Boko Haram is now a mini Islamic State with its own territory*, The Telegraph, 10 janvier 2015, www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/nigeria/11337722/Boko-Haram-is-now-a-mini-Islamic-State-with-its-own-territory.html.
- 35 Officier de police judiciaire.
- 36 Dirigeant traditionnel.
- 37 Dirigeant traditionnel.
- 38 D'après des entretiens réalisés dans la province du Lac au Tchad, septembre/novembre 2019.
- 39 Ministère de la Justice, Code pénal et Code de procédure pénale, 2018.
- 40 Operation Safe Corridor, *ABC of Operation Safe Corridor*, (non daté). Document à diffusion restreinte accessible aux chercheurs de l'ISS.
- 41 Voir : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, *Rule-of-law instruments in post-conflict states: amnesties*, New York et Genève : ONU, 2009.
- 42 D Bloomfield, T Barnes et L Huyse (eds), *Reconciliation after violent conflict: A handbook*. Stockholm: IDEA, 2003.

Visitez notre site Internet pour avoir les toutes dernières analyses, études et informations

L'Institut d'études de sécurité établit des partenariats pour renforcer les savoirs et les compétences en vue d'un meilleur futur pour l'Afrique



Etape 1 Rendez-vous sur www.issafrica.org

Etape 2 Allez à la page d'accueil de l'ISS tout en bas à droite et remplissez vos données d'inscription

À propos des auteurs

Fonteh Akum est le directeur exécutif de l'ISS.

Remadji Hoinathy est chercheur principal et Malik Samuel est chercheur au sein du Programme du bassin du lac Tchad.

Pour mener les recherches nécessaires à la rédaction de ce rapport, les auteurs ont été aidés par Aïssa Ibrahim Moustapha, Evelyne Taryam, Teniola Tayo, Jeannine Ella Abatan, Adder Abel Gwoda, Regis Zambo, Oumar Abdelbanat et Bagana Mai Moussa.

À propos des Rapports de l'ISS sur l'Afrique de l'Ouest

Les rapports sur l'Afrique de l'Ouest fournissent les résultats de recherches approfondies sur les derniers défis en matière de sécurité humaine dans la région. Certains rapports analysent les grandes tendances des conflits et les menaces pour la paix et la sécurité dans des pays spécifiques d'Afrique de l'Ouest. D'autres se concentrent sur les défis que connaît la région tels que les réformes électorales, la corruption ou les conflits intraétatiques.

À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité (ISS) s'associe à des partenaires dans le but de développer les connaissances et les compétences nécessaires à l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une entité africaine à but non lucratif qui possède des bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS propose des recherches politiques actuelles et fiables, des formations et une assistance technique aux gouvernements et à la société civile.

Partenaires de développement



Government of the Netherlands



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK



Hanns
Seidel
Foundation

Cette recherche a reçu le soutien financier du gouvernement des Pays-Bas, du gouvernement du Danemark ainsi que de la représentation régionale de la Fondation Hanns Seidel pour l'Afrique de l'Ouest. L'ISS exprime sa gratitude à la direction et au personnel de l'opération *Safe Corridor* au Nigeria et à la Haute Autorité à la consolidation de la paix du Niger pour leur coopération.

L'ISS remercie également les membres suivants du Forum des partenaires de l'ISS pour leur soutien : la Fondation Hanns Seidel, l'Union européenne et les gouvernements d'Australie, du Canada, du Danemark, des États-Unis, de l'Irlande, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède.

© 2021, Institut d'études de sécurité

Les droits d'auteur sur l'ensemble de ce volume appartiennent à l'Institut d'études de sécurité et aux auteurs, et il ne peut être reproduit, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse, par écrit, de l'auteur et des éditeurs.

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'ISS, de ses administrateurs, des membres de son Comité consultatif ou de ses bailleurs. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS à titre personnel.

Crédit photo : Dominique Catton/EU Flickr

ISSN 2617-8184 Papier
ISSN 2617-8192 Numérique



9 772617 819009